

Histoire d'un mot, histoire d'une idée : le développement durable à l'épreuve du temps

Franck-Dominique Vivien

1. Introduction

La référence au « développement durable » constitue désormais un incontournable élément sémantique de tout discours qui entend traiter de l'environnement et du développement. Que l'on s'en réjouisse ou que l'on s'en désole, force est de reconnaître que l'expression a connu un succès étonnant. Apparue dans les années 1980, lancée médiatiquement par le Rapport Brundtland et le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, elle est aujourd'hui reprise par l'ensemble des acteurs engagés dans les problématiques de l'environnement et du développement : les scientifiques s'interrogent sur le sens, le contenu et les divers « degrés » (fort, faible, etc.) de la durabilité ; les institutions internationales et les commissions nationales, mais aussi certaines régions, certaines communes, s'efforcent de sensibiliser les opinions publiques et de bâtir des listes d'indicateurs de développement durable ; à grand renfort d'écologie industrielle et de management environnemental, les entreprises inscrivent désormais leurs stratégies dans une perspective de soutenabilité ; le monde associatif et les organisations non gouvernementales se sont aussi saisis de ce slogan pour en faire un des éléments forts de leurs revendications... On comprend dès lors que la littérature qui traite du développement durable soit gigantesque. Il y a là un incontestable effet de mode, mais qui n'explique pas tout. On sait que l'expression de « développement durable » est caractérisée par un très grand flou sémantique, lequel – on s'en doute – n'est pas pour rien dans l'abondant usage qui en est fait. Comme il est difficile de traduire l'expression anglo-saxonne *sustainable development*¹, laquelle n'a pas d'équivalent en français, celle-ci est employée dans une multitude d'acceptions et de sens. Même si l'une de celles figurant dans le Rapport Brundtland (CMED, 1989 : 47) est la plus souvent reprise – qui n'a pas entendu, au moins une fois, que « le développe-

ment soutenable, c'est s'efforcer de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité de satisfaire ceux des générations futures » ? – bien d'autres définitions du développement durable ont été proposées, elles-mêmes suscitant de multiples interprétations. L'usage de cette expression est donc aussi intensif qu'extensif. Dès lors, comme l'écrit avec humour Salvador Juan (1999 : 1), on ne s'étonnera pas que « dans le nouveau banquet du développement durable, les discours d'avant bombance marient la carpe de la précaution écologique, le lapin de la croissance économique et la colombe de la justice ou de l'équité sociale ». La question étant de savoir si ce mariage à trois est possible... et durable. Ainsi, dans les nombreux commentaires qui accompagnent l'usage de cette expression, nombre d'auteurs en soulignent la grande ambiguïté et le caractère antinomique (Latouche, 1994 : 77), invoquant la figure de l'*oxymoron* (Friend, 1992 : 157 ; Rist 1996 : 282), voire le *doublethink* de l'univers de 1984 de George Orwell (Lauriola, 1997).

Cette diffusion rapide, cette large polysémie, ainsi que les nombreuses polémiques qui les accompagnent incitent à s'interroger sur les origines et les antécédents de l'idée et de l'expression de développement durable. Même si un certain nombre d'auteurs se sont déjà essayés à cet exercice (Pezzey, 1989 ; Hatem, 1990 ; Godard, 1994 ; Barrameda, 1995), l'histoire de cette notion, forgée au croisement de plusieurs traditions intellectuelles et de plusieurs disciplines, reste encore largement à écrire. Nous n'avons d'ailleurs aucunement la prétention de clore ce chapitre. Au contraire, c'est plutôt la volonté de le maintenir ouvert qui nous guide. Pour ce faire, tout en empruntant certaines pistes déjà explorées, nous essayerons d'en proposer d'autres, en étant bien conscients que les tropismes qui proviennent de notre formation, des sujets et des auteurs sur lesquels on a pu travailler, jouent de manière forte sur la façon dont nous allons conter cette histoire. Nous espérons tout de même poser un certain nombre de jalons, proposer quelques perspectives et éclairages que d'autres parcours intellectuels, venant ou visitant d'autres disciplines, devront venir préciser ou réviser.

Pour les commodités de l'exposé, nous allons procéder en trois temps, opérant trois rapprochements entre des notions centrales dans la problématique du développement durable, qui, on s'en rendra vite compte, ne sont pas aussi séparées qu'il y paraît au premier abord. Nous partirons de l'idée que la notion de développement durable est le dernier avatar de l'histoire de la notion de développement. La volonté d'instaurer un autre type de développement que sous-entend cette expression oblige en effet à s'interroger sur les fondements et l'histoire de ce que l'on appelle le développement. Version moderne de l'idée

¹ Le terme *sustaining* a plusieurs sens. Ainsi que l'écrit James O'Connor (1998 : 234) : « The earliest meaning of "sustain" is "to support", "to uphold the course of", or "to keep in a state of being" (...). Another meaning is "to provide with food and drink, or the necessities of life" (...). Still another definition is "to endure without way or yielding". »

de progrès, celui-ci apparaît comme une sorte de « grand récit » – de mythe, diront certains (Furtado, 1976 ; Rist, Sabelli, 1986) – qui plonge ses racines dans le « grand récit » même de la science économique, le « récit de l'amélioration » comme l'appelle Gérard Berthoud (1995), qui veut que les sociétés humaines, par le jeu des échanges individuels et de la division du travail, soient naturellement conduites à l'opulence et à la prospérité. Ce faisant, cette réflexion sur l'idée et le terme de « développement » amène nécessairement à s'interroger sur la notion de « croissance », soit pour associer ces deux termes, soit, au contraire, pour les opposer. L'histoire du développement durable, comme le rappellent Sylvie Fauchoux et Jean-François Noël (1995 : 78), s'enracine donc d'abord dans une histoire des conceptions et des théories de la croissance et du développement. Une première partie, intitulée « Croissance et développement », nous permettra de replacer la question du développement durable dans la perspective longue d'un débat presque aussi ancien que l'économie politique, qui porte sur l'étude des contradictions engendrées par le processus d'accumulation des richesses. Dans une deuxième partie, intitulée « Croissance et environnement », nous nous focaliserons sur ce qui peut apparaître comme l'une des contradictions majeures de cette dynamique d'accumulation des richesses, à savoir la dégradation de l'environnement et l'épuisement des ressources naturelles. Même si elle n'était pas ignorée jusqu'alors, la question environnementale va connaître une acuité toute particulière à partir de la fin des années 1960 et du début des années 1970 et contribuer à une mise en cause du sens et du contenu de la croissance économique. Intitulée « Environnement et développement », une troisième partie témoigne de la reconnaissance institutionnelle de la convergence des deux problématiques précédentes. À une époque où les théories du développement sont à la recherche d'un second souffle, au moment où le débat sur la croissance prend une nouvelle tournure du fait de sa confrontation à la problématique environnementale, le « développement durable » va apparaître comme un nouveau mot d'ordre et un nouvel objectif à atteindre.

2. Croissance et développement

Comme l'écrit Gérard de Bernis (1994 : 97) : « Il n'est pas de procès d'accumulation qui n'engendre de fortes contradictions, c'est une des premières leçons de l'économie politique. » La question de la recherche des conditions économiques, sociales et écologiques de la poursuite sur le long terme de l'accumulation du capital et des richesses n'est pas neuve. On peut dire qu'elle est presque aussi ancienne que l'économie politique, qu'elle en est même l'une des interrogations constitutives. L'étude des conditions de production et de répartition d'un surplus économique – entendons une quantité de richesse que l'on peut consommer sans remettre en cause ses conditions de production ; ce qui correspond à une des lectures de la « durabilité » – est centrale en économie

et va donner lieu à diverses interprétations de la part de différents courants de pensée. Sans vouloir rendre compte ici de l'ensemble de ces théories, il importe de souligner la permanence, dans ce champ d'analyse, des thématiques des déséquilibres et contradictions, tant d'un point de vue social qu'environnemental, qu'engendrent inévitablement les phénomènes de croissance et de développement. D'où l'exigence, déjà ancienne, pour les théoriciens de concilier croissance économique, dynamiques sociales et contraintes environnementales ; certaines conceptions développées à cette occasion – comme l'idée d'état stationnaire notamment – ayant d'ailleurs fait un retour remarqué dans le débat contemporain qui entoure la définition d'un développement durable. Ces analyses des conditions de l'accumulation des richesses vont se complexifier quelque peu à partir de la seconde moitié du XX^e siècle à l'occasion de recherches visant à saisir les spécificités des économies du tiers-monde et donneront lieu à un débat portant sur la distinction à opérer entre croissance et développement. Nous retrouvons aujourd'hui les termes de cette controverse dans les discussions qui opposent les tenants d'une « croissance durable » à ceux qui mettent en avant l'idée d'un « développement durable ».

2.1. Le problème de l'accumulation

Les économistes classiques ont une vision dynamique des sociétés. Selon eux, l'enrichissement des nations est lié à l'accumulation du capital et des moyens de production par une certaine partie de la société. S'il est réinvesti, le surplus économique permet un accroissement de la production, grâce notamment à la division du travail et au progrès technique. Bien qu'ils soient parfaitement conscients des tensions qui opposent les différentes classes sociales (capitalistes, ouvriers et propriétaires fonciers) au sujet de la répartition des richesses ainsi créées, les économistes classiques expriment globalement leur confiance dans le « laissez-faire » et la régulation marchande pour assurer la poursuite de cette dynamique d'enrichissement national. Il n'empêche, à long terme, que le développement du capitalisme va se trouver borné par le jeu d'une contrainte naturelle. C'est essentiellement le « principe de population » de Robert Malthus (1803), à savoir une croissance démographique beaucoup plus rapide que celle des moyens de subsistance, qui joue ce rôle de frein. Nourrir cette population croissante oblige en effet à mettre en cultures des terres de moins en moins fertiles. Or, ces difficultés grandissantes à produire du blé se répercutent sur son prix de vente, qui est l'un des éléments clefs de la formation des salaires. Ceux-ci étant de plus en plus élevés, le taux de profit perçu par les capitalistes va peu à peu diminuer et l'état stationnaire va ainsi succéder à l'état progressif des nations. Ainsi, nous disent les classiques anglais, d'élargie, la reproduction va redevenir simple ; entendons reproduction à l'identique du système économique et de la société.

2.1.1. L'état stationnaire

Si cette perspective n'est guère encourageante – et, tout compte fait, assez peu présente – chez Adam Smith et David Ricardo², il en va différemment pour John Stuart Mill (1848 : 297) qui pense que l'état stationnaire est préférable à la situation que connaît son époque : « J'avoue, écrit-il, que je ne suis pas enchanté de l'idéal de vie que nous présentent ceux qui croient que l'état normal de l'homme est de lutter sans fin pour se tirer d'affaire, que cette mêlée où l'on se foule aux pieds, où l'on se coudoie, où l'on s'écrase, où l'on se marche sur les talons et qui est le type de la société actuelle, au lieu d'être simplement une des phases désagréables du progrès industriel. » On trouve chez cet auteur, comme a essayé de le montrer Martin O'Connor (1995), ce qui peut être interprété aujourd'hui comme une éthique environnementale pouvant servir de base à l'instauration d'un développement durable. En effet, pour John Stuart Mill, l'état stationnaire n'est pas incompatible avec l'épanouissement de la liberté individuelle. « Il n'est pas nécessaire, écrit encore John Stuart Mill (1848 : 300-1), de faire observer que l'état stationnaire de la population et de la richesse n'implique pas l'immobilité du produit humain. Il resterait autant d'espace que jamais pour toutes sortes de culture morale et de progrès moraux et sociaux ; autant de place pour améliorer l'art de vivre et plus de probabilité de le voir améliorer lorsque les âmes cesseraient d'être remplies du soin d'acquérir des richesses. Les arts industriels eux-mêmes pourraient être cultivés aussi sérieusement et avec autant de succès, avec cette seule différence qu'au lieu de n'avoir d'autre but que l'acquisition de la richesse, les perfectionnements atteindraient leur but, qui est la diminution du travail. Il est douteux que toutes les inventions mécaniques faites jusqu'à ce jour aient diminué la fatigue quotidienne d'un seul être humain [...] elles ont augmenté l'aisance des classes moyennes ; mais elles n'ont pas encore commencé à opérer dans la destinée de l'humanité les grands changements qu'il est dans leur nature de réaliser. Ce ne sera que quand, avec de bonnes institutions, l'humanité sera guidée par une judicieuse prévoyance, que les conquêtes faites sur les forces de la nature par l'intelligence et l'énergie des explorateurs scientifiques deviendront la propriété commune de l'espèce et un moyen d'améliorer et d'élever le sort de tous. » Il y a là, comme l'avancent Lahsen Abdelmalki et Patrick Mundler

² On trouve trace de cette conception de l'état stationnaire quand Adam Smith (1776 : 168) traite de la question de la formation des profits. Celui-ci correspond à un « pays qui aurait atteint le degré de richesse auquel la nature de son sol et de son climat et sa situation à l'égard des autres pays peuvent lui permettre d'atteindre, qui, par conséquent, ne pourrait plus ni avancer ni reculer ; dans un tel pays, les salaires du travail et les profits des capitaux seraient probablement très bas tous les deux. [...] Mais, ajoute-t-il, peut-être aucun pays n'est encore parvenu à ce degré d'opulence. » Dans son chapitre traitant « des effets de l'accumulation sur les profits et sur l'intérêt des capitaux », David Ricardo (1817 : 254) note : « Il ne saurait donc y avoir dans un pays de capital accumulé, quel qu'en soit le montant, qui ne puisse être employé productivement, jusqu'au moment où les salaires auront tellement haussé par l'effet du renchérissement des choses de nécessité, qu'il ne reste plus qu'une part très faible pour les profits du capital, et que, par là, il n'y ait plus de motif pour accumuler. »

(1997 : 31), une prise de position qui n'est peut-être pas très éloignée de « l'austérité joyeuse » proposée par des penseurs de l'écologie politique moderne, comme Ivan Illich (1973) et André Gorz (1988), c'est-à-dire un modèle de société où les besoins sont réduits, mais où la vie sociale est plus riche, parce que plus conviviale. La « prévoyance judicieuse » dont parle Mill peut, en outre, faire penser à l'esprit du principe de précaution. En tout cas, cette théorie de l'état stationnaire traduit l'idée qu'en vieillissant, par sa dynamique propre, le capitalisme va peu à peu donner naissance à un autre type de société, socialement plus stable et plus respectueux de l'homme et de la nature.

2.1.2. Le capitalisme : un système nécessairement en crise

Rompant avec cette vision du long terme qui reste optimiste, Karl Marx va chercher à analyser les contradictions de l'accumulation capitaliste. Cette dynamique, selon les analyses développées dans le livre I du *Capital*, provient de l'extorsion de la plus-value : du « travail mort » cristallisé dans les moyens de production en possession du capitaliste permet d'extorquer du « travail vivant » produit par la force de travail du salarié. Mais la concurrence que se livrent les capitalistes les pousse à accroître l'intensité capitaliste des processus de production qu'ils mettent en œuvre. La masse d'outillage et de matériaux augmente de plus en plus en comparaison de la force de travail nécessaire pour les mettre en œuvre, d'où une diminution du taux de profit... Ce qui pousse les capitalistes à accroître plus encore leurs investissements et exacerbe d'autant plus la contradiction dans laquelle ils se débattent. Ainsi, selon Marx, la baisse tendancielle du taux de profit a des raisons internes à la logique capitaliste. Dès lors, contrairement aux économistes classiques, Marx exclut qu'une économie capitaliste puisse durablement s'installer dans une économie stationnaire. Au contraire, le capitalisme est un système nécessairement en crise, qui ne fonctionne qu'en gaspillant des ressources, qu'elles soient matérielles ou humaines. C'est un système qui se nourrit de la crise : la faillite des entreprises qui fait grossir les rangs de l'armée de réserve permet aussi une concentration du capital. C'est un système, pense encore Marx, qui finira par être emporté par la crise...

Cette analyse du mode de production capitaliste met l'accent sur les contradictions sociales et les luttes politiques qu'il fait naître. Mais on peut aussi y lire en filigrane l'expression de ce que certains marxistes contemporains, comme James O'Connor (1992), appellent « la seconde contradiction du capitalisme³ » qui se traduit notamment par l'apparition de problèmes environnementaux. C'est dans le cas de l'agriculture et de la foresterie que cette

³ « La cause fondamentale de la seconde contradiction, écrit J. O'Connor (1992 : 34), est l'appropriation et l'utilisation auto-destructrices de la puissance de travail, de l'espace, de la nature ou de l'environnement extérieurs. La crise actuelle de la santé, de l'éducation, de la famille, la crise urbaine et la crise écologique sont autant d'exemples de cette auto-destruction. » Cette dégradation des conditions de production a pour conséquence une augmentation générale des coûts de production.

logique apparaît le plus clairement : « chaque progrès de l'agriculture capitaliste, écrit ainsi Marx (1867 : 998), est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les États-Unis du Nord de l'Amérique, par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement. » On trouve là, comme chez d'autres penseurs de cette époque qu'a étudiés Jussi Raumolin (1984), l'image d'une *Raubwirtschaft*, d'une « économie destructrice », d'une « économie prédatrice » régie par ces caractéristiques du mode de production capitaliste que sont la fuite en avant et la vision à court terme⁴. Pour Marx, il est évident que la privatisation croissante des moyens de production qui caractérise la dynamique du mode d'exploitation capitaliste entre en contradiction flagrante avec l'idée d'une gestion à long terme des richesses de la planète. « Du point de vue d'une organisation économique supérieure de la société, écrit Marx dans le livre III du *Capital* (cité par Schmidt, 1993 : 13), le droit de propriété de certains individus sur des parties du globe paraîtra tout aussi absurde que le droit de propriété d'un individu sur son prochain. Une société entière, une nation et même toutes les sociétés contemporaines réunies ne sont pas propriétaires de la terre. Elles n'en sont que les possesseurs, elles n'en ont que la jouissance et doivent la léguer aux générations futures après l'avoir améliorée en *boni patres familias*. » Il est probable que bon nombre de partisans du développement durable ne trouveraient rien à redire à cette citation, et ce, d'autant plus que Marx, comme le rappelle Alfred Schmidt (1993 : 23), se montre aussi très prudent en ce qui concerne la question du progrès, ses réflexions le conduisant peu à peu à l'idée très moderne d'une « maîtrise de la maîtrise » de la nature ; une évolution dont ne se préoccuperont pas, hélas, ses suivants. Or, précisément, à partir des années 1860, des inquiétudes naissent au sujet de la destruction des milieux et des rythmes d'exploitation de certaines ressources naturelles. Le second principe de la thermodynamique, le principe d'entropie, va notamment marquer fortement les esprits de cette époque et jouer un rôle important pour des analystes qui s'inquiètent des destructions de la nature provoquées par l'action de l'homme moderne⁵. On peut aussi observer à cette occasion une extension de la théorie malthusienne à l'ensemble des ressources

⁴ Dans le *Manifeste communiste*, Marx (1848 : 164-165) écrit : « Ce qui distingue l'époque bourgeoise de toutes les précédentes, c'est le bouleversement incessant de la production, l'ébranlement continu de toutes les institutions sociales, bref la permanence de l'instabilité et du mouvement [...] Poussée par le besoin de débouchés toujours plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit toute la surface du globe. Partout elle doit s'incruster, partout il lui faut bâtir, partout elle établit des relations. » D'un autre côté, Engels (1875 : 183) note : « Vis-à-vis de la nature comme de la société, on ne considère principalement, dans le mode de production actuel, que le résultat le plus proche, le plus tangible ; et ensuite on s'étonne encore que les conséquences lointaines des actions visant à ce résultat immédiat soient tout autres, le plus souvent tout à fait opposées. »

naturelles. Ainsi, du fait de l'épuisement à long terme des ressources naturelles, la « fin du progrès » est envisagée par Antoine-Augustin Cournot⁶ (1861) ou par William Stanley Jevons (1865).

Dans l'entre-deux guerres, John Maynard Keynes (1936) va s'efforcer de construire une théorie de la crise économique, une théorie de la crise du capitalisme, telle celle – la « grande crise » de 1929 – qu'il observe à son époque. Même s'il n'envisage pas la remise en cause de la logique capitaliste, Keynes n'en prône pas moins la fin du « laissez-faire ». La croyance en une croissance économique auto-entretenu est mise à mal par ses analyses, et l'idée que l'État doit obligatoirement mener une politique économique pour stabiliser la croissance fait un retour avec force. De ce point de vue, Keynes, comme on a trop souvent tendance à le penser, ne se contente pas de dire qu'« à long terme, nous serons tous morts » ; la question de l'avenir des sociétés d'abondance, comme on pourrait les appeler, est bien présente chez lui. Dans ses « Perspectives économiques pour nos petits-enfants », la croissance de la productivité ayant fait son œuvre, il envisage sérieusement l'hypothèse d'une diminution importante du temps de travail dans les sociétés industrielles et s'interroge sur le vide que cela ne manquera pas de laisser sur le plan des motivations des individus et des valeurs dominantes de la société. « Ainsi, écrit Keynes (1930 : 136), pour la première fois depuis sa création, l'homme fera-t-il face à son problème véritable et permanent : comment employer la liberté arrachée aux contraintes économiques ? Comment occuper les loisirs que la science et les intérêts composés auront conquis pour lui, de manière agréable, sage et bonne ? » Il n'est certes pas question de problématique environnementale dans l'œuvre de Keynes, mais ces réflexions sur l'évolution à long terme des valeurs humaines et sur l'émergence d'une société post-matérialiste font assurément écho à certaines analyses contemporaines portant sur la définition ou l'émergence d'une éthique de la « durabilité »⁷. Là encore, même si ce n'est pas sa visée initiale, on peut ajouter que la démonstration que fait Keynes dans la *Théorie générale*

⁵Pour une analyse des œuvres de certains de ces auteurs qui, au XIX^e siècle, furent influencés par la thermodynamique, comme E. Sacher, P. Geddes, R. Clausius, etc., on se reportera au livre de J. Martinez-Alier (1987).

⁶ Cournot (1861 : 460) écrit ainsi : « Puisque le genre de richesses naturelles, qui est l'instrument le plus actif d'une civilisation raffinée, s'épuise graduellement et se consume avec une rapidité d'autant plus grande que la civilisation et l'industrie font plus de progrès, il semble que cet épuisement graduel soit le danger le plus menaçant dans l'avenir de la civilisation même, telle que nous la concevons, et l'obstacle le plus apparent à la réalisation d'un progrès sans limite et sans fin, que suggère si naturellement la rapidité du progrès actuel. De là des motifs de craindre que l'industrie humaine ne soit destinée non seulement à atteindre une phase où elle cesserait de faire des progrès sensibles, mais même à dépérir un jour et même à disparaître comme un feu qui s'éteint faute d'aliments. »

⁷ Pour ne prendre qu'un exemple, qui insiste tout particulièrement sur l'importance de la réduction du temps de travail dans la problématique du développement durable, citons le livre de Jean-Marie Harribey (1997 : 165) : « La question, écrit-il, est de définir d'abord une éthique fondée sur la responsabilité à l'égard de la vie et ensuite le sens des rapports de l'homme avec son travail et avec la nature. »

qu'une certaine équité sociale va nécessairement de pair avec l'efficacité économique du système capitaliste⁸ entre en résonance avec l'idée qu'un développement durable doit concilier des objectifs économiques et sociaux que l'on a plutôt tendance à opposer.

Ces rapprochements esquissés doivent être appréciés avec d'autant plus de recul que ce n'est pas le pan de la pensée keynésienne tournée vers le long terme qui va inspirer les premiers modèles de croissance économique que Roy Harrod et Evsey Domar développeront après la Seconde Guerre mondiale⁹. Pourtant, dans le même temps, les pays occidentaux vont entrer dans une longue période de forte croissance ; ce que l'on a pris l'habitude de désigner par l'expression des « trente glorieuses ». À côté et en lien avec ces questions et analyses de la croissance économique, la période de l'après-Seconde Guerre mondiale voit aussi se dessiner une autre problématique : celle du développement économique.

2.2. La problématique du développement

Plongeant ses racines lointaines chez Aristote¹⁰ et les scolastiques, se construisant au travers des écrits économiques des auteurs classiques et marxistes, le paradigme du « développement », comme le rappelle Gilbert Rist (1996 : 70), va trouver au XIX^e siècle une sorte d'achèvement avec l'avènement de l'évolutionnisme. On a là l'exemple d'un « concept nomade », pour parler comme Isabelle Stengers *et al.* (1987), qui va des sciences sociales aux sciences biologiques et retour. Le développement des économies occidentales va apparaître – y compris chez des penseurs critiques – comme une norme sociale, comme une sorte de fait naturel. Ainsi, comme le souligne Nasser Pakdaman (1988 : 212), même si l'on peut dire que le développement constitue le thème central du schéma général de la pensée de Marx, le terme, tel qu'il est employé par ce

⁸ La propension à consommer des individus ayant des revenus faibles étant très forte, la relance de l'économie par la demande (ce que l'on désigne en économie par l'effet multiplicateur) sera plus importante si elle s'appuie sur une redistribution de revenu aux individus les plus pauvres. Voir les « Notes finales sur la philosophie sociale à laquelle la théorie générale peut conduire », in : Keynes (1936 : 386-97).

⁹ Selon B. Guerrien (1996 : 237), « le modèle de Harrod attire l'attention sur le problème de la coordination des décisions individuelles (épargne et investissement, offre de travail et création d'emplois), en montrant notamment que les relations qui caractérisent le modèle keynésien sont loin d'assurer cette coordination, que ce soit sur une ou plusieurs périodes. Ainsi, laissée à elle-même, l'économie capitaliste – ou « de marché » – tend à la stagnation, au sous-emploi des ressources ; d'où le message implicite au modèle d'Harrod : l'État doit intervenir pour éviter que s'enclenche la spirale déflationniste, ou pour en limiter les effets. On retrouve des conclusions proches de celles de Harrod dans le modèle de Domar, qui insiste sur la contradiction qu'il y a d'échapper au chômage par l'investissement, alors que celui-ci joue contre le plein emploi (mise en œuvre de capacités de production excédentaires). »

¹⁰ « Le développement, écrit C. Castoriadis (1977 : 212), n'est qu'un autre nom de la physis aristotélicienne. Car la nature contient ses propres normes, en tant que fins vers lesquelles les êtres se développent et qu'ils atteignent effectivement. »

dernier, l'est dans un sens « passif¹¹ ». Ainsi, pour Marx et Engels, le capitalisme est-il un passage obligé, une étape incontournable pour atteindre le communisme. Comme le rappelle Daniel Hémary (1988 : 69), il faudra attendre la controverse entre marxistes et populistes russes (*narodniki*) à partir des années 1870 et, à la fin de la vie de Marx, la réhabilitation par celui-ci des possibilités de progrès de certaines structures économiques pré-capitalistes pour que les penseurs socialistes envisagent sérieusement un choix entre plusieurs modes de production, entre plusieurs voies de développement¹². On retrouvera ces discussions quand s'élaboreront des stratégies du développement adaptées aux économies paysannes des pays du tiers-monde ; un domaine, via la problématique de l'écodéveloppement, sur laquelle nous reviendrons plus loin, qui est aussi une des sources de la notion de développement durable. Avant cela, il va falloir du temps pour passer à un sens plus « actif » du terme de développement, ouvrant par là même un débat sur la politique la mieux à même de favoriser, voire d'enclencher celui-ci. Si les économistes néoclassiques et keynésiens réduisent souvent les problèmes du développement à l'étude de la croissance et des imperfections du marché à une échelle nationale ou internationale, d'autres auteurs vont s'attacher à comprendre les spécificités du « non-développement » que connaissent certaines régions du monde et à élaborer des politiques susceptibles d'y remédier. D'où les efforts répétés de la part de nombre de ces auteurs critiques vis-à-vis de la logique économique dominante pour définir ce que pourrait être « un autre développement ».

2.2.1. Une métaphore biologique et une norme implicite

La notion de développement, telle que l'entendent les économistes, est fortement influencée par les sciences du vivant. L'opposition entre croissance et développement est présente chez Charles Darwin : cela, nous explique Georges Canguilhem¹³ (1960 : 115), lui permet d'opposer « l'adulte à l'embryon sous les deux rapports de la dimension et de la structure. Tout vivant peut continuer à croître en cessant de se développer. Comparable à un adulte, en poids et en volume, il restera fixé à tel stade de son enfance spécifique, sous le rapport du

¹¹ Dans la préface du *Capital*, Karl Marx (1867 : 548-9) explique les raisons qui l'ont conduit à illustrer son propos en recourant essentiellement à des faits observés en Angleterre : « Il ne s'agit point ici du développement complet des antagonismes sociaux qu'engendrent les lois naturelles de la production capitaliste, mais de ces lois elles-mêmes, des tendances qui se manifestent et se réalisent avec une nécessité de fer. Le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir. »

¹² « Le populisme, écrit D. Hémary (1988 : 73), c'est fondamentalement une théorie qui refuse l'inéluctabilité du développement capitaliste pour les sociétés paysannes "arriérées" et qui affirme avec force la possibilité historique d'un développement non capitaliste de ces sociétés, la possibilité pour elles d'une progression spécifique vers le socialisme, d'un devenir différent de celui des sociétés développées, d'une voie de développement originale. Autant dire que le populisme est une démarche idéologique qui, pour être née en Russie, a connu d'innombrables avatars dans le tiers-monde. »

¹³ Pour une étude plus approfondie de l'utilisation du terme « développement » dans le domaine de la biologie, on consultera G. Canguilhem *et al.* (1962).

développement. » L'idée de développement est ainsi une métaphore, une transposition analogique à la société humaine de ce que l'on peut observer dans la nature, c'est-à-dire une marche vers la maturité d'un organisme biologique, de l'embryon à l'âge adulte, selon une ou des loi(s) naturelle(s). Selon Gilbert Rist (1996 : 50), la métaphore organiciste du développement recouvre quatre caractéristiques transposées, plus ou moins implicitement, à l'histoire des sociétés humaines :

- la directionnalité : le développement a un sens et un but, qui est donné dès le départ ;
- la continuité : le développement est un changement qui se déroule dans le temps, par stades ou étapes successives ;
- la cumulativité : chaque étape franchie appelle déjà l'étape suivante et ce, jusqu'au stade ultime ;
- l'irréversibilité : une fois la dynamique du développement engagée, on ne peut plus retourner en arrière.

La (re)transposition de cette idée dans le domaine de l'étude des sociétés garde cette référence implicite à une norme, représentée par la révolution industrielle anglaise¹⁴ et, plus largement, par l'évolution des sociétés modernes occidentales. « Le terme "développement", écrit ainsi Cornélius Castoriadis (1977 : 210), a commencé à être utilisé lorsqu'il est devenu évident que le "progrès", l'"expansion", la "croissance" n'étaient pas des virtualités intrinsèques, inhérentes à toute société humaine [...], mais des propriétés spécifiques – et possédant une "valeur propre" – des sociétés occidentales. » Utilisée sans précaution particulière, la notion de développement devient ainsi une simple figure de l'évolutionnisme social, qui acquiert un caractère naturel, obligatoire, fatal même. C'est ainsi qu'il faut comprendre l'apparition de l'expression « sous-développement » dans le discours sur l'état de l'Union prononcé par le président des États-Unis Harry Truman en janvier 1949. Cette « innovation terminologique », commente Gilbert Rist (1996 : 123), permet de placer les différentes sociétés dans « une continuité substantielle » : certains pays sont en avance, d'autres sont en retard, mais tous sont sur la voie du développement. L'ouvrage de Walt W. Rostow (1960) est particulièrement représentatif de ce point de vue. W. Rostow (1960 : 62), pour qui la croissance économique est un « domaine qui offre de si étroites analogies avec la biologie¹⁵ », résume ainsi la thèse de son livre : « À considérer le degré de développement de l'économie, on peut dire de toutes les sociétés qu'elles passent par l'une des cinq phases suivantes : la société traditionnelle, les conditions préalables du démarrage, le

¹⁴ « Ce qui fascine, écrit Daniel Hémerly (1988 : 64), c'est la voie anglaise de la révolution industrielle. Pour les élites d'Asie, du monde arabo-musulman, d'Amérique latine, et ne l'oublions pas, de l'Europe « non développée », le modèle de l'industrialisation, de la modernisation sera longtemps l'Angleterre. »

¹⁵ Voir les propos de W. Rostow (1984 : 251) où il fait référence à une formule de Alfred Marshall parlant de « la société en tant qu'organisme ».

démarrage, le progrès vers la maturité, et l'ère de consommation de masse. » Le développement ou « décollage » (*take off*) économique intervient à partir d'un certain stade de l'histoire des sociétés humaines. Elles connaissent ensuite une croissance régulière et automatique, une croissance auto-entretenu, une « croissance durable » (*self-sustaining growth*), ainsi que l'écrit Rostow (1960 : 19), qui devient « la fonction normale de l'économie ». Cette idée est encore celle qui structure la théorie économique dominante. Il n'est pas anodin que les auteurs néoclassiques parlent aujourd'hui plus volontiers de « croissance durable » que de « développement durable ». Comme le souligne Marc Willinger (1997 : 136), cela permet de ramener cette question à celle d'un changement quantitatif que connaît un indicateur agrégé de l'activité économique (produit ou revenu national) d'un pays par exemple, en fonction de différentes variables (croissance démographique, progrès technique, extraction de ressources naturelles, etc.). Il y a aussi là l'idée que la croissance suffit au développement. Tel est, d'une certaine façon, le point de vue des économistes néoclassiques Wilfred Beckerman (1994) et William Nordhaus (1994) qui laissent entendre que le terme de « durabilité » est analytiquement inutile. La problématique de la croissance, telle qu'elle est formalisée traditionnellement par les théoriciens néoclassiques, se suffit à elle-même. La croissance économique, en effet, est supposée avoir un rôle automatiquement redistributif – ce que l'on désigne parfois comme le *trickle-down effect*¹⁶ : lorsque le niveau de la production s'accroît, le niveau de vie moyen s'améliore, la question des inégalités de revenu devient donc moins criante. D'autres auteurs, rangés notamment sous la bannière de l'*Ecological Economics*, insistent au contraire sur la distinction à faire entre les termes « croissance » et « développement ». Certains d'entre eux, comme David Pearce *et al.* (1990 : 2), précisent que l'objectif d'un développement durable est représenté par un vecteur regroupant différentes dimensions : santé et nourriture, éducation, libertés, accès aux ressources, etc. Cette divergence de points de vue renvoie à un débat important en économie.

2.2.2. La distinction entre croissance et développement

Avec la désintégration des empires coloniaux pendant et après la Seconde Guerre mondiale, avec la nécessité de reconstruire les économies européennes dévastées par ce conflit, les problèmes de développement vont peu à peu s'imposer aux hommes politiques et à leurs conseillers. C'est dans un contexte de crise de l'orthodoxie libérale et d'essor de la « révolution keynésienne », à une époque où la planification soviétique peut apparaître comme un modèle à suivre, que le champ analytique particulier de l'économie du développement

¹⁶ S. Latouche (1994 : 90) écrit ainsi : « On peut définir assez justement le développement économique comme le *trickle-down effect* de la croissance industrielle. Ce terme, que l'on traduit parfois par « effet de percolation », signifie tout simplement que, au-delà d'un certain seuil, la croissance de la production a des retombées sociales. Elle ne peut pas ne pas profiter peu ou prou à tous. »

va peu à peu se constituer¹⁷. Cet ensemble de travaux, hétérodoxes pour la plupart, va s'attacher à définir la spécificité de ce domaine d'étude vis-à-vis des théories économiques standard.

Une première idée forte mise en avant par ces analyses veut que, conformément à ce que les biologistes enseignent depuis longtemps¹⁸, le développement ne se réduit pas à la croissance. Déjà en son temps, comme l'a rappelé Nicholas Georgescu-Roegen (1988 : 294), Joseph Schumpeter (1912) avait mené une réflexion sur la distinction à opérer entre les changements quantitatifs et les changements qualitatifs que connaissent les économies modernes. Et Georgescu-Roegen de rappeler la phrase célèbre qui marque bien cette distinction fondamentale : « Additionnez autant de diligences que vous voulez, écrit Schumpeter, vous n'obtiendrez jamais une locomotive. » À partir de là, la croissance est définie comme un changement quantitatif tandis que le développement est défini par un changement qualitatif. La croissance est généralement appréhendée comme une augmentation du produit économique global, soit en montant absolu, soit en part relative (PNB par habitant, par exemple). Le développement, selon la définition qu'en donne François Perroux (1974 : 191), un auteur qui a particulièrement insisté sur cette distinction, « est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et *durablement*, son produit réel global¹⁹ ». Si ces deux phénomènes différent, ils peuvent très bien ne pas être liés. Comme le montre Samir Amin (1971) notamment, on peut très bien observer une croissance économique qui n'engendre pas de réel développement de la société concernée. Le développement – le terme prenant désormais un sens transitif – n'est donc pas automatique, il peut ne pas advenir. Loin d'être simplement « en retard » vis-à-vis des pays riches, la situation des pays du tiers-monde, produit d'une histoire particulière qui s'est imposée à eux avec violence, est désormais perçue comme originale, inédite.

La deuxième idée forte de l'hétérodoxie du développement consiste à comprendre quelles sont les caractéristiques structurelles de ces économies qualifiées de « sous-développées » ou de « mal développées », afin de pouvoir définir des « stratégies de développement » adaptées, dans lesquelles l'État et la politique ont obligatoirement un rôle important à jouer. « En économie du développement, écrit en effet Elsa Assidon (1992 : 53), la question n'est pas de

¹⁷ Selon P. Hugon (1993 : 46), « L'économie du développement se constitue à partir de certaines contributions fondatrices, s'opposant à la synthèse classico-keynésienne : tels l'excédent structurel de l'offre de travail, la divergence entre les prix du marché et les coûts sociaux, le rôle des institutions dans les comportements, l'importance des séquences entraînant et des déséquilibres dans le processus de croissance, les effets d'asymétrie dans la spécialisation internationale... »

¹⁸ G. Canguilhem *et al.* (1962 : 28) nous rappellent que, dans ses *Principes de biologie* (1864), Herbert Spencer insiste sur cette distinction entre croissance et développement, ce dernier signifiant modification de structure et passage de l'homogène à l'hétérogène.

¹⁹ C'est nous qui soulignons.

savoir si l'État doit intervenir ou ne pas intervenir, mais plutôt de savoir comment et jusqu'où. » Pour résumer à grands traits les propositions qui sont faites, on dira que les économies de ces sociétés sont dualistes, dépendantes et extraverties. Le dualisme décrit la dichotomie existant entre un secteur « traditionnel », caractérisé par un excédent structurel de main-d'œuvre, et un secteur « moderne », industrialisé et exportateur. Du fait de l'importance de ce dernier, le modèle d'accumulation propre aux pays sous-développés est extraverti : il dépend très largement des débouchés extérieurs, de l'évolution des prix internationaux et des décisions de certaines firmes multinationales. Cette dépendance économique illustre le jeu entre le « centre » et la « périphérie », des notions qui, comme le rappellent Pierre Dockès et Bernard Rosier (1988 : 251), figuraient dans les analyses de Lénine et de Rosa Luxemburg.

Ces analyses, qui appréhendent le « développement » et le « non-développement » comme les deux faces de la dynamique du capitalisme, se radicalisent au cours des années 1960, avec des auteurs qui vont se qualifier de tiers-mondistes. On observe alors un renouveau des travaux sur l'impérialisme, mettant en avant le thème de l'échange inégal (Amin, 1971). Pour que les économies sortent de la dépendance, les auteurs préconisent des stratégies de rupture avec le capitalisme et le commerce international. Cet autre type de développement doit se concevoir comme un développement « autonome », « endogène », « autocentré ». Le slogan devient alors : « compter sur ses propres forces ». Il s'agit, comme le rappellent Pierre Jacquemot et Marc Raffinot (1985 : 217), de « définir des seuils d'ouverture vers l'extérieur sur la base d'une stricte appréciation des besoins internes prioritaires », le niveau des exportations se définissant en fonction du niveau des importations jugées indispensables. L'accent est mis par ailleurs sur l'industrialisation planifiée, sur les « industries industrialisantes », pour reprendre une expression de Gérard de Bernis (1966), qui poursuit les travaux de François Perroux sur les « pôles de développement²⁰ ». Mais, à cette même époque, des écrits paraissent pour critiquer l'impact de la société industrielle d'un point de vue environnemental. Il va falloir attendre quelques années avant que les théories du développement se préoccupent d'intégrer la question de l'environnement dans leur problématique et donnent naissance notamment à l'éco-développement...

²⁰ « Un pôle de développement, écrit F. Perroux (1974 : 202-3), est une unité économique motrice ou un ensemble formé par de telles unités. Une unité simple ou complexe, une entreprise, une industrie – une combinaison d'industries – est motrice quand elle exerce sur d'autres unités, avec qui elle est en relations, des effets d'entraînements [...] L'unité est motrice dans un espace économique et social déterminé quand la résultante de tous les efforts qu'elle engendre est positive, en ce sens qu'elle change les structures de façon telle que le produit réel global et net de l'ensemble connaît un taux de croissance plus élevé. »

3. Croissance et environnement

Le débat sur la croissance économique prend une nouvelle tournure à partir de la fin des années 1960 et du début des années 1970. La publication du premier rapport remis au Club de Rome²¹, dont la centaine de membres sont des industriels, des scientifiques et des hauts fonctionnaires, a en effet un retentissement extraordinaire. C'est l'idée de la poursuite de la croissance – ou plutôt des croissances, comme l'écrit Michel Beaud (1994), à savoir celles de la population, des consommations énergétiques et matérielles – qui est remise en cause. Ce « livre des limites », pour reprendre l'expression d'Armand Petitjean, va marquer durablement les esprits et faire couler beaucoup d'encre. Ceux qui entendent que l'on reconnaisse la finitude du monde sont confortés par cette publication – et la crise pétrolière qui éclate un an plus tard semble aussi aller dans ce sens – tandis que d'autres, comme Hugh Cole *et al.* (1973), y voient l'expression d'un « néo-malthusianisme » à condamner. L'important réside dans la réouverture du débat sur la croissance. À cette époque, nombre d'écrits puisant leur inspiration dans l'écologie, tant politique que scientifique, y participent et, par là même, œuvrent très largement à la construction de la question de l'environnement. Si cette littérature met essentiellement l'accent sur le conflit opposant les logiques économique et écologique, il est aussi possible d'y repérer des analyses et des modèles qui, au croisement de ces deux disciplines scientifiques, ouvrent peut-être la voie à leur possible conciliation.

3.1. Halte à la croissance ?

Afin de cerner les limites matérielles s'opposant à la croissance mondiale, le rapport Meadows (1972), comme on l'appelle souvent, s'appuie sur les résultats d'une simulation par ordinateur d'un modèle²² du monde construit par le Groupe d'étude de dynamique des systèmes du MIT, dirigé par Jay Forrester. Cinq paramètres ont été retenus par ces modélisateurs – à savoir, population, production alimentaire, industrialisation, pollution et utilisation des ressource-

²¹ Le Club de Rome a été créé en avril 1968 à l'initiative de l'industriel italien Aurelio Peccei. Voir l'enquête de Janine Delaunay qui forme la première partie de la publication française de D. Meadows *et al.* (1972 : 15-130). On pourra aussi se reporter au livre de P. Brailard (1982) dans lequel il analyse l'idéologie sous-jacente aux travaux du Club de Rome.

²² Au sujet de ce modèle, Meadows *et al.* (1972 : 147) écrivent : « Du fait de sa forme, de sa nature mathématique, il présente deux avantages considérables par rapport aux modèles mentaux. Premièrement : toute hypothèse que nous formulons est présentée sous forme écrite, accessible à tous et, de ce fait, sujette à contrôle et à critique. Deuxièmement : lorsque toutes les hypothèses ont été minutieusement examinées, critiquées, révisées, et rendues compatibles avec les données de notre expérience, leur incidence sur le comportement futur de l'écosystème mondial peut être déterminée, sans risque d'erreur, à l'aide des ordinateurs, quelle que soit la complexité de ce corps d'hypothèses [...] Il est perfectible et nous entendons le modifier, l'étendre et l'affiner au fur et à mesure que nos connaissances et les données dont nous disposerons deviendront plus claires et plus précises. » Cela sera notamment l'objet du second rapport du Club de Rome confié aux mathématiciens M. Mesarovic et E. Pestel (1974), lesquels désagrègèrent le modèle global en dix sous-systèmes régionaux.

ces naturelles non renouvelables – dont ils cherchent à étudier les interactions et les interdépendances. Des « boucles d'amplification » (*feedbacks*) font que les dynamiques de ces phénomènes se renforcent et aboutissent à un cercle vicieux : la dynamique d'une population croissante d'individus qui consomment et polluent de plus en plus²³ dans un monde fini mène nécessairement à une catastrophe environnementale. Quel que soit le scénario testé, la croissance exponentielle – et même « surexponentielle », dira bientôt François Meyer (1974) – que l'on enregistre aboutit à un effondrement de la dynamique du système socio-économique mondial, du fait notamment de l'épuisement des ressources naturelles et ce, à un horizon temporel assez rapproché. Cette conclusion, espèrent les auteurs du rapport Meadows (1972 : 293-4), doit créer un sursaut : « Nous avons la conviction, écrivent-ils, que la prise de conscience des limites matérielles de l'environnement mondial et des conséquences tragiques d'une exploitation irraisonnée des ressources terrestres est indispensable à l'émergence de nouveaux modes de pensée qui conduiront à une révision fondamentale, à la fois du comportement des hommes, et, par suite, de la structure de la société actuelle dans son ensemble. » C'est la thèse de l'état stationnaire qui se voit ainsi offrir une nouvelle jeunesse ; Dennis Meadows (1972 : 275) et ses collaborateurs renvoyant, entre autres, aux écrits d'Aristote et de John Stuart Mill. D'une façon similaire à ce qu'écrivait le classique anglais, les auteurs du rapport Meadows (1972 : 279) notent : « La population et le capital sont les seules grandeurs qui doivent rester constantes dans un monde en équilibre. Toutes les activités humaines qui n'entraînent pas une consommation déraisonnable de matériaux irremplaçables, ou qui ne dégradent pas d'une manière irréversible l'environnement, pourraient se développer indéfiniment. En particulier, ces activités que beaucoup considèrent comme les plus souhaitables et les plus satisfaisantes : éducation, art, religion, recherche fondamentale, sports, et relations humaines, pourraient devenir florissantes. » La différence vis-à-vis de l'analyse de Mill réside dans le caractère désormais volontariste de la politique à mener, typique d'une pensée active du « développement ». La stabilité du système global impose des niveaux de population et d'investissement constants ; un décalage – d'une quinzaine d'années, selon le premier rapport du Club de Rome – entre les mouvements de stabilisation de ces deux grandeurs doit permettre d'améliorer le niveau de vie matériel à l'échelle du globe. Ce point de vue sera affiné par les propositions émanant du deuxième rapport au Club de Rome, commandé à Mihajlo Mesarovic et Eduard Pestel (1974). Inspirés, eux aussi, par la biologie, ces auteurs opposent une « croissance indifférenciée » et uniquement quantitative, qu'ils rejettent, à une « croissance organique », plus qualitative, qu'ils appellent de leurs vœux²⁴. Autrement dit, en substance, ils opèrent une distinction entre

²³ Il est intéressant de noter que la première pollution envisagée par le rapport Meadows (1972 : 185) est celle qui concerne l'accroissement de l'effet de serre.

croissance limitée et développement durable, exactement comme le feront Meadows *et al.* (1992 : XIX), mais de manière explicite cette fois, dans un livre publié vingt ans après le premier rapport au Club de Rome et qui en réaffirme les grandes lignes. Ainsi, assez rapidement, au-delà du slogan de la « croissance zéro » qui a beaucoup marqué les esprits, c'est plutôt l'idée d'une redistribution des richesses au niveau mondial qui est proposée par le Club de Rome. Pour ce faire, la croissance doit se poursuivre dans les pays du Sud, au moins pendant un certain temps, tandis qu'elle doit s'arrêter dans les pays du Nord. Relançant le débat sur la croissance dans une perspective globale, cette thèse, très débattue, y compris au sein du Club de Rome²⁵, fait écho à certaines propositions émanant d'économistes hétérodoxes inspirés par les enseignements de la thermodynamique, comme Nicholas Georgescu-Roegen²⁶ (1971) ou Herman Daly (1974). Selon ce dernier – mais on retrouve aussi ce genre d'analyse, par exemple, chez René Passet (1996) – nous sommes passés d'un « monde vide », où le facteur limitant l'accroissement du bien-être de la société était le capital, à un « monde plein », où le « facteur limitant » est désormais la « nature » au sens large. Cette évolution nécessite la définition de nouveaux principes économiques, mais aussi de nouvelles règles éthiques. Le développement durable étant conçu par Herman Daly (1990a) comme l'atteinte d'un état stationnaire²⁷, une des questions essentielles qu'il convient de se poser porte sur la définition d'une taille optimale de l'économie considérée dans son ensemble relativement au système englobant que représente l'environnement.

²⁴ « En fait, écrivent M. Mesarovic et E. Pestel (1974 : 29), la croissance se produit dans les différentes parties du monde selon des rythmes et des moyens variés. Tandis que dans certaines régions du globe, la croissance indifférenciée prolifère comme un véritable cancer, ailleurs, c'est l'absence de croissance qui met en péril l'existence même de l'homme, par suite notamment de l'insuffisance de la production alimentaire. C'est ce mode de croissance déséquilibrée et indifférenciée qui est au cœur des problèmes les plus graves qui menacent l'humanité – et la voie qui mène à la solution est celle de la croissance organique. »

²⁵ P. Braillard (1982 : 63) précise que le premier rapport n'a pas emporté l'adhésion de tous les membres du Club de Rome. Voir aussi les propos de Serge Antoine recueillis par Janine Delaunay (in Meadows *et al.*, 1972 : 127) : « Après tout, déclare-t-il, il ne s'agit pas de créer la fin du monde ni d'arrêter la croissance : le néo-malthusianisme s'appliquerait à qui ? Les pays en voie de développement auraient raison de le faire voler en éclats. »

²⁶ « Chaque fois que nous produisons une voiture, écrit N. Georgescu-Roegen (1971 : 67), nous détruisons irrévocablement une quantité de basse entropie qui, autrement, pourrait être utilisée pour fabriquer une charrue ou une bêche. Autrement dit, chaque fois que nous produisons une voiture, nous le faisons au prix d'une baisse du nombre de vies humaines à venir. Il se peut que le développement économique fondé sur l'abondance industrielle soit un bienfait pour nous et pour ceux qui pourront en bénéficier dans un proche avenir : il n'en est pas moins opposé à l'intérêt de l'espèce humaine dans son ensemble, si du moins son intérêt est de durer autant que le permet sa dot de basse entropie. » N. Georgescu-Roegen (1978 : 374) note que la définition de l'économie politique ne précise pas qu'elle « considère l'administration des ressources rares seulement pendant l'horizon économique d'une génération. » Dans la perspective d'une durée de vie plus longue de l'espèce humaine, N. Georgescu-Roegen esquisse les bases d'un autre développement sous la forme de ce qu'il baptise « programme bioéconomique minimal ».

Pour répondre à ces idées, les économistes néoclassiques, comme Robert Solow (1974) et Joseph Stiglitz (1974), développent des travaux portant sur la détermination de sentiers de croissance économique optimale en présence de ressources naturelles épuisables. Même si le terme de « durabilité » n'y figure pas, ces travaux, comme le signalent Michael Toman *et al.* (1995 : 33), fournissent la base des modèles néoclassiques qui sont développés aujourd'hui dans cet esprit²⁸. La durabilité est traduite en termes de non-décroissance dans le temps du revenu, du niveau d'utilité ou de consommation individuelle. Pour atteindre cet objectif, il importe que, moyennant un taux d'épargne global suffisamment élevé, le stock de capital, dont la composition peut changer, reste intact d'une période à l'autre, permettant la production d'un flux constant de richesse. Cette version, dite faible, de la durabilité rejoint, d'une certaine façon, la conception de l'économie politique classique. La règle de Hartwick (1977) stipule que les rentes procurées par l'exploitation des ressources épuisables, qui proviennent de la différence existant entre la productivité de cette ressource lorsqu'elle est employée dans le processus de production et son coût d'extraction, doivent être investies dans du capital technique. Il y a donc une hypothèse forte dans ces modèles qui touche à l'innovation technique, laquelle doit permettre l'existence d'une « technique de rechange²⁹ » et autoriser une substitution entre les différents facteurs de production. Dans la controverse qui entourait les travaux du Club de Rome³⁰, comme dans celle qui accompagne aujourd'hui la problématique du développement durable³¹, la question des

²⁷ H.E. Daly (1990b : 270-1) précise : « An economy in sustainable development adapts and improves in knowledge, organization, technical efficiency, and wisdom ; and it does this without assimilating or acculturating, beyond some point, an ever greater percentage of the matter-energy of the ecosystem into itself, but rather stops at a scale at which the remaining ecosystem (the environment) can continue to function and renew itself year after year. The nongrowing economy is not static – it is being continually maintained and renewed as a steady-state subsystem of the environment. »

²⁸ Ces articles, expliquent M. Toman *et al.* (1995 : 34), « reposent sur des extensions du modèle de base de croissance à un seul secteur dans lequel la ressource épuisable sert aussi d'*input* à la production (en même temps que le travail et les services du capital). [...] Ces modèles appartiennent à la catégorie des modèles à agent représentatif, dans lequel un planificateur central cherche à maximiser la valeur actuelle d'une fonction d'utilité dont l'argument est la consommation par tête. »

²⁹ À la suite de William Nordhaus (1973), les auteurs néoclassiques font l'hypothèse de l'existence d'une « *backstop technology* » (du nom du filet qui, sur les terrains de sport, entoure le lanceur de poids), autrement dit qu'il existe toujours une solution technique à l'épuisement d'une ressource naturelle. L'augmentation du prix de cette ressource, à mesure qu'elle se raréfie, ainsi que le stipule la loi de l'offre et de la demande, amène la rentabilité et la mise sur le marché de cette « *backstop technology* ».

³⁰ Meadows *et al.* (1972 : 258-9) écrivaient : « Le progrès technique peut atténuer les symptômes d'une maladie du système, mais il n'en éliminera pas la cause profonde. Cette croyance en la technologie comme panacée détourne notre attention du problème le plus fondamental – celui de la croissance dans son domaine fini – et nous empêche d'en rechercher les solutions [...] Il n'est cependant pas question pour nous de vouer le progrès aux gémonies [...] Nous serions aussi opposés à un refus irraisonné des bienfaits de la technologie que nous le sommes à la foi aveugle en son omnipotence. » De leur côté, H. Cole *et al.* (1973) pensent que les potentialités techniques ont été sous-estimées par le premier rapport remis au Club de Rome.

possibilités réelles de la technique est centrale. D'où l'importance de ce domaine d'analyse que, à la suite des ingénieurs Robert Frosch et Nicholas Gallopoulos (1989), l'on désigne aujourd'hui comme celui de l'écologie industrielle et, en particulier des recherches portant sur la « dématérialisation » des processus de production et des produits (Erkman, 1998).

3.2. Écologie et mouvements de protection de la nature

L'idée et l'expression de « développement durable » proviennent aussi des conceptions mises en avant par les naturalistes et les écologues à partir du début des années 1980. François Ramade (1981), par exemple, en fait état dans l'introduction de son livre *Écologie des ressources naturelles*³². Outre qu'il traduit là le fait que la science écologique n'entend plus seulement travailler à révéler l'ampleur de la crise environnementale, mais qu'elle se conçoit aussi désormais comme une science de l'aide à la décision pour la mise en œuvre d'une politique d'environnement, il fait aussi écho à la *Stratégie mondiale de la conservation*, un programme élaboré l'année précédente par l'Union internationale pour la conservation de la nature³³ (UICN, 1980) avec la collaboration, tant intellectuelle que financière, du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et du World Wildlife Fund (WWF). Présentée comme un « cadre théorique et pratique » à destination des pouvoirs publics, des naturalistes et des praticiens du développement, cette stratégie vise à concilier les objectifs de développement des sociétés humaines et de conservation de la nature, lesquels ont été trop longtemps considérés comme étant incompatibles. Il s'agit donc de donner un nouveau sens, une nouvelle perception de la notion de conservation et de faire reconnaître l'interdépendance la liant avec l'objectif d'un développement qualifié de « durable ». « La conservation, explique ainsi l'UICN (1980), est définie ici comme la gestion de l'utilisation par l'homme de la biosphère de manière que les générations actuelles tirent le maximum d'avantages des ressources vivantes tout en assurant leur pérennité pour pouvoir satisfaire aux besoins et aux aspirations des générations futures.

³¹ Voir notamment la controverse opposant W. Beckerman (1994, 1995) à H. Daly (1995).

³² « Nous nous proposons donc dans ce qui suit, écrit F. Ramade (1981 : 4), d'analyser d'un point de vue écologique les modalités d'exploitation des principales catégories de ressources naturelles et les grands principes qui permettraient à la fois d'assurer leur gestion rationnelle et leur conservation. Il est en effet plus que jamais temps de mettre en œuvre une stratégie mondiale de la protection de la nature qui soit au service d'un développement durable. » Les deux causes essentielles de la crise de l'environnement, selon F. Ramade, sont la croissance démographique et la croissance de la consommation énergétique et matérielle des pays dits développés.

³³ Fondée à Fontainebleau en 1948, l'Union internationale pour la protection de la nature (UIPN), qui deviendra l'UICN en 1956, est un réseau de gouvernements, d'organisations non gouvernementales, de scientifiques et d'experts de la conservation. Pour une présentation, on se reportera au numéro spécial de la revue *Planète conservation* éditée par l'UICN (1998).

Ainsi, la conservation est-elle une notion positive ; elle recouvre la préservation, l'entretien, l'utilisation durable, la restauration et l'amélioration du milieu naturel. » Dans un document qui paraît une dizaine d'années après la *Stratégie mondiale de la conservation*, l'UICN (1991 : 9) rejette l'expression de « croissance durable » qui apparaît comme une contradiction dans les termes, et présente un projet de « société durable³⁴ » – ou plutôt de « sociétés durables », car l'importance de la « sociodiversité » y est largement soulignée³⁵. Aspirant à devenir un des éléments d'une nouvelle stratégie du développement³⁶, telle qu'elle est prônée à l'époque par les grands organismes internationaux, la *Stratégie mondiale de la conservation* présente des principes directeurs qui doivent permettre l'amélioration des conditions d'existence des communautés humaines tout en restant dans les limites de la « capacité de charge » des écosystèmes. Ce programme vise ainsi à assurer la préservation des principales ressources naturelles indispensables à l'humanité, à maintenir les systèmes et processus écologiques entretenant la vie (régénération et protection des sols, recyclage des nutriments, épuration naturelle des eaux, etc.), à préserver la diversité biologique (en particulier, génétique) dont dépendent la plupart de ces processus et systèmes et, enfin, à veiller à l'utilisation durable des écosystèmes et des espèces dont sont tributaires aussi bien les communautés rurales que les grandes industries. Pour ce faire, l'UICN met en avant une éthique particulière, en soulignant le fait que la nature a le droit d'être protégée pour elle-même, indépendamment des ressources dont elle peut être pourvoyeuse. Associée au célèbre slogan « Nous n'avons pas hérité la Terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants » et appliquée à tous les échelons de la société – c'est-à-dire d'abord individuellement, puis institutionnellement aux niveaux national, international et mondial – cette « éthique universelle de la vie durable », pour reprendre l'expression utilisée par l'UICN, doit permet-

³⁴ « Notre avenir, peut-on lire dans le rapport de l'UICN (1991 : 8-9), dépend directement de notre volonté de rechercher l'harmonie avec l'ensemble de l'humanité et avec la nature, autrement dit, de partager équitablement et de préserver les ressources de notre planète. Nous ne devons pas prendre à la nature plus que ce qu'elle est capable de remplacer, ce qui suppose d'adopter des modes de vie et de développement qui tiennent compte de ses limites. Une telle évolution peut se faire sans qu'il soit besoin de renoncer aux nombreux bienfaits apportés par les technologies modernes, à condition que celles-ci respectent aussi ces limites. »

³⁵ Le rapport de l'UICN (1991 : 8) précise : « Une stratégie ne contraint pas, elle suggère ; elle n'impose pas la voie, elle la montre [...] Les principes et actions énoncés dans la présente Stratégie sont décrits en termes aussi généraux que possible car ils sont destinés à être interprétés et adaptés pour chaque communauté. Le monde a besoin de sociétés durables, mais ce but ne peut être efficacement poursuivi que dans le respect de la diversité. » Il est précisé plus loin que les « pays à revenu faible » doivent renforcer leur croissance économique, tandis que les « pays à revenu élevé » doivent ajuster leur développement à des exigences de durabilité.

³⁶ Celle-ci s'appuierait sur un certain nombre d'éléments : l'instauration d'un nouvel ordre économique international, une croissance économique et sociale accélérée, la libéralisation du commerce international, la réforme du système monétaire international, l'instauration d'un code de bonne conduite pour les entreprises multinationales.

tre une modification des habitudes et des modes de vie. La *Stratégie mondiale de la conservation*, qui, selon certains (Holdgate, 1998 : V) est le document le plus important produit à ce jour par l'UICN, a joué un rôle de premier plan dans la préparation de la Conférence de Rio – l'UICN (1991), répétons-le, aura publié entre-temps une nouvelle version de sa Stratégie mondiale – et dans la rédaction de la Convention sur la diversité biologique. On a pu dire (Aubertin *et al.*, 1998 : 44) que, à l'occasion de cette reconnaissance institutionnelle du problème de l'érosion de la diversité biologique, ceux qui militaient pour la protection de la biodiversité en soi et ceux qui le faisaient au nom des besoins de l'humanité s'affrontèrent rudement, mais la volonté de trouver un compromis entre ces deux positions était visiblement engagée depuis longtemps déjà au sein de l'UICN³⁷. Il n'est donc pas très étonnant que la Convention signée à Rio de Janeiro reconnaisse à la diversité biologique une valeur intrinsèque qui prend place à côté de valeurs culturelles, sociales, économiques, etc.³⁸

Cette idée d'un rapprochement entre la protection de la nature et le développement économique a des racines lointaines dans le mouvement conservateur nord-américain, qui connut ses heures de gloire au tournant du XIX^e au XX^e siècle avant de péricliter avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale. La question de la poursuite du développement à long terme y était déjà clairement posée, comme en témoigne cette déclaration de Théodore Roosevelt, cité par M. Girard (1994 : 44), faite devant le Sénat américain en 1909 : « Avec la croissance constante de la population et l'augmentation encore plus rapide de la consommation, notre peuple aura besoin de plus grandes quantités de ressources naturelles (...) Si nous, de cette génération, détruisons les ressources qui seront nécessaires à nos enfants, si nous réduisons la capacité de notre terre à soutenir une population, nous diminuons le niveau de vie, nous enlevons même le droit à la vie des générations futures sur ce continent. » Le mouvement conservateur, dans lequel résonnent des éléments constitutifs de l'identité nord américaine³⁹, entend faire une part à la nature sauvage, à la *wilderness*, dans laquelle l'homme peut venir se ressourcer spirituellement et aux possibilités de développement économique futur.

³⁷ David A. Munro, directeur général de l'UICN, écrit ainsi dans la *Stratégie mondiale de la conservation* (1980 : II) : « La Stratégie mondiale de la conservation est le fruit d'une consultation extrêmement approfondie. Elle représente donc inévitablement un compromis entre les conservateurs qui peuvent avoir des vues divergentes sur l'importance relative de tel ou tel écosystème, espèce, problème, ou mesure, et entre les conservateurs et les praticiens du développement – les uns mettant l'accent sur le maintien et les autres sur la production. »

³⁸ Dans le préambule de la Convention, les parties contractantes se disent : « Conscientes de la valeur intrinsèque de la diversité biologique et de la valeur de la diversité et de ses éléments constitutifs sur le plan environnemental, génétique, social, économique, scientifique, éducatif, culturel, récréatif et esthétique. »

³⁹ Voir notamment le livre de Roderick Nash (1973) et les articles de Michel Conan (1991) et (1993).

George Perkins Marsh (1864), à qui l'on doit l'un des premiers écrits alertant les sociétés occidentales de l'impact « géologique » qu'elles font subir à la nature, avait développé la thèse selon laquelle le gaspillage des ressources naturelles était contraire à la volonté de Dieu et aux intérêts économiques de la nation. La philosophie de la « conservation » est donc aussi celle de l'épargne, de la « mise de côté » d'éléments de la richesse qui, à terme, permettront de produire davantage. Il faut entendre le terme « réserve » dans le sens de celui de « réservation ». Comme en témoigne la controverse entre John Muir et Gifford Pinchot dans les années 1880⁴⁰, il y a certes des tensions entre ces deux conceptions, qui ont chacune leurs défenseurs et leurs groupes de pression. On retrouvera ces débats au début du siècle, lorsque des commissions nationales sur la conservation des ressources naturelles – qui, pour Michel Girard (1994) sont les ancêtres des commissions nationales pour le développement durable – se réuniront aux États-Unis et au Canada. La politique que préconisait la commission canadienne apparaît très proche de celle prônée aujourd'hui par certaines grandes organisations non gouvernementales ou par certains tenants de l'écologie industrielle puisqu'elle recommandait la réduction des gaspillages dans les activités d'extraction, de transformation et de consommation des ressources non renouvelables (minerais, énergie fossile), le recyclage systématique de tous les sous-produits industriels connus, la gestion raisonnée des ressources renouvelables (forêts, ressources en eau) et la protection des espèces animales. Par ailleurs, il n'est pas inintéressant de trouver aussi les mêmes citations des discours de Roosevelt en exergue de l'ouvrage coordonné par Stephan Schmeideny (1992), où sont présentées les propositions du monde de l'entreprise en matière de développement durable. La tension à l'intérieur de cette problématique reste donc forte entre, d'une part, des partisans de « réserves naturelles » destinées à être exploitées rationnellement dans l'avenir et, d'autre part, des tenants de la « préservation » qui aspirent à ce que les éléments naturels, aujourd'hui comme demain, échappent à la logique marchande.

3.3. Bioéconomie, écologie globale et *Ecological Economics*

Étymologiquement, le terme « ressource », comme le rappelle Olivier Godard (1992 : 215), renvoie au vieux français « resourdre », qui signifie « jaillir à nouveau », « se relever », « se rétablir »... comme si le caractère « durable »

⁴⁰ « Dans les dernières décennies du XIX^e siècle, écrivent C. Larrère et R. Larrère (1997 : 184), le mouvement en faveur de la protection des forêts “vierges” prit de l'ampleur, mais se scinda entre les partisans de la “conservation” et ceux de la “préservation”. Les premiers, à la suite de Gifford Pinchot, en appelaient à une exploitation raisonnable des forêts, avec constitution des réserves pour assurer l'avenir des ressources. Conserver, c'est faire un “bon usage” (*wise use*) de la nature. Les seconds, sous la bannière de John Muir, s'indignaient de cette façon de concevoir la forêt comme un réservoir de ressources. Cela équivalait, pour John Muir, à transformer une cathédrale gothique en entrepôt de marchandises. Par amour pour la *wilderness*, pour sa valeur propre, il fallait la défendre contre toute intrusion. »

était intrinsèquement lié à l'existence d'une « ressource » naturelle. Cette idée est plus prégnante encore quand on considère le domaine d'analyse qui s'intéresse spécifiquement à l'exploitation des ressources naturelles renouvelables. C'est ce que, à la suite de H. Scott Gordon (1954), qui dit s'inspirer d'une expression proposée dans les années 1920 par le biologiste russe T.I. Baranoff, l'on désigne parfois par le terme de « bioéconomie », pour clairement indiquer que ce champ théorique tente d'articuler connaissances écologiques et savoir économique. Du fait du caractère potentiellement épuisable des ressources biologiques, la « durabilité » a toujours été un élément central de ce domaine d'analyse. Ainsi, par exemple, les écrits d'Antoine-Augustin Cournot (1861), dont François Vatin (1998 : 339) a fourni récemment une passionnante réévaluation, témoignent de la place qu'occupe la réflexion portant sur le modèle de gestion bien particulier que l'économie forestière impose. On retrouvera ce même genre d'analyse chez les conservationnistes nord américains, influencés par les écrits et analyses des forestiers allemands ou de l'École de Nancy. Dans le cas d'une exploitation forestière, en effet, l'accumulation du capital repose sur le croît biologique lui-même. Il s'agit là, comme l'écrit Louis Noiro-Bonnet⁴¹, qui inspire Cournot, d'un « capital vivant », d'une sorte de « capital naturel », dirait-on aujourd'hui, dont la gestion optimale d'un point de vue technique et biologique risque fort d'entrer en contradiction avec son optimisation d'un point de vue financier, laquelle répond aux caractéristiques du marché du bois et à la logique de l'accumulation capitaliste. Les données écologiques particulières de ce problème obligent à définir des règles de gestion spécifiques, aussi bien en termes d'objectifs à atteindre qu'en termes d'acteurs les mieux à même de les respecter. Ainsi, l'intervention de l'État est bien souvent requise, puisqu'il est le seul agent économique acceptant une rentabilité plus faible que les autres. En ce qui concerne les objectifs de gestion, encore aujourd'hui, l'un des principaux réside dans la détermination du « rendement durable maximum » (*maximum sustained yield*) de l'exploitation, autrement dit la production maximale pouvant être infiniment réalisée à partir du stock de la ressource naturelle considérée. Il n'est donc pas étonnant, comme le rappellent Olivier Godard (1993 : 135) et Jacques Weber (1995 : 5), que ce soit dans les modèles de gestion forestière ou de pêche – ces derniers ayant connu un essor très important depuis le milieu des années 1950 – qu'il faille chercher les origines les plus directes et l'une des interprétations aujourd'hui dominante du développement durable ; les travaux de Colin W. Clark (1976),

⁴¹ F. Vatin (1998 : 342) cite cet extrait de la *Théorie de l'aménagement des forêts* (1842) de Louis Noiro-Bonnet : « Un bois dont on ajourne ainsi l'exploitation peut être comparé à un capital auquel on joindrait les intérêts annuels pendant une période plus ou moins longue. Ce bois est une sorte de capital vivant qui grandit spontanément, mode d'expansion qu'on ne rencontre dans aucun autre ordre de capitaux, dont le développement exige toujours l'intervention de l'homme. »

grand spécialiste de la bioéconomie, occupant à cet égard, comme le soulignent Robert Costanza *et al.* (1993 : 546), une place de choix.

Ces réflexions sur la gestion des ressources naturelles, centrées jusqu'alors sur des problématiques locales ou régionales, ont commencé à prendre un tour nouveau dans les années 1980, avec l'essor de l'écologie globale et la reconnaissance des problèmes globaux d'environnement⁴². Poussés par divers grands programmes de recherche scientifique, l'hypothèse Gaïa, proposée par James Lovelock (1979) dès le début des années 1970, les travaux sur les conséquences d'un hiver nucléaire (Sagan et Turco, 1990) et sur le réchauffement climatique, le concept de « global Change » va être introduit dans la communauté scientifique internationale lors du symposium du Conseil international des unions scientifiques qui se tient à Ottawa en 1984. Dans le même temps, la convention de Vienne (mars 1985) et le protocole de Montréal (septembre 1987) marquent deux étapes décisives de la gestion des produits incriminés dans la destruction de la couche d'ozone stratosphérique. L'idée de l'érosion globale de la diversité biologique est aussi lancée par un colloque international qui se tient en 1986 (Wilson, 1988). Et pour compléter ce tableau, on pourrait encore parler de la déforestation, de la destruction des sols, de la désertification de certaines régions du monde, etc. Pour reprendre le titre d'un article de Jacques Grinevald (1987), qui fait écho à un ouvrage coordonné par C.W. Clark et R.E. Munn (1986) dans lequel on trouve les résultats d'un grand programme de recherche sur le développement soutenable à visée prospective lancé en 1983 par l'IIASA, la question de la durabilité doit désormais être appréhendée à une échelle globale ; ce qui oblige les scientifiques à penser « le développement de/dans la biosphère ». La masse de connaissances acquises dans certains domaines des sciences de l'environnement, notent les auteurs, est impressionnante, mais on est encore loin de pouvoir intégrer l'ensemble des processus physico-chimiques, biologiques et sociaux dans une approche interdisciplinaire. Colin W. Clark (1989a) doit reconnaître que, à l'image de cette science de la biosphère qu'appelait de ses vœux Vladimir Vernadsky (1929), la réflexion en matière de gestion globale de l'ensemble des ressources naturelles de la planète n'en est encore qu'à ses débuts. En d'autres termes, écrit Colin W. Clark (1989b : 284), une « bioéconomie globale » n'est pas encore tout à fait à l'ordre du jour. C'est aussi, d'une certaine façon, l'une des conclusions de l'écologue C.S. Holling (1986), qui, dans le tableau synthétique des connaissances écologiques qu'il dresse, insiste tout particulièrement sur l'idée de « surprise » pouvant survenir dans l'évolution et la dynamique des écosystèmes – pensons, par exemple, à la façon dont a été découvert le « trou » dans la couche d'ozone – du fait des répercussions induites par certains modes de gestion

⁴² Pour un panorama des problèmes globaux d'environnement et des manifestations médiatiques et scientifiques qui les ont entourées, on pourra consulter J. Grinevald (1987, 1990) et S. Faucheux et J.-F. Noël (1990).

des ressources naturelles ou certaines modifications globales de l'environnement.

Faisant écho à cette problématique bioéconomique, Richard Norgaard (1985), une des figures de l'*Ecological Economics*, un courant de pensée qui se donne précisément pour objectif de faire dialoguer théories économiques et écologiques⁴³, définit l'enjeu du développement durable en termes de « coévolution » des dynamiques sociales et des dynamiques écologiques. Mais, en l'état de nos connaissances, il s'avère très difficile de traduire cette idée en des termes plus opérationnels. C'est pourquoi, en attendant de plus amples informations, Herman Daly (1990a) a proposé comme règles de prudence minimales les principes généraux suivants :

- les taux d'épuisement des ressources naturelles renouvelables doivent être égaux à leurs taux de régénération ;
- les taux d'émission des déchets doivent être égaux aux capacités d'assimilation et de recyclage des écosystèmes dans lesquels ces déchets sont rejetés ;
- l'exploitation des ressources non renouvelables doit se faire à un taux égal à celui de la substitution par des ressources renouvelables.

La conception de la « durabilité forte » qu'entendent ainsi mettre en avant les tenants de l'*Ecological Economics*, tels David Pearce et R. Kerry Turner (1990 : 53) ou Herman Daly (1990a), s'inscrit aussi dans les pas de la philosophie conservationniste. Ces auteurs américains, comme le rappelle Gérald Alonzo Smith (1982 : 485), soulignaient la spécificité des ressources naturelles qui réside, selon eux, dans le fait qu'elles sont essentielles à la société industrielle, épuisables et très difficiles, voire impossibles, à remplacer de manière satisfaisante par d'autres types de ressources. Les « économistes écologiques » contemporains, quant à eux, mettent l'accent sur la complémentarité existant entre les différentes formes de capital et, dès lors, sur la nécessité de conserver un stock minimal de « capital naturel » pour que la biosphère puisse continuer à évoluer en interaction avec les sociétés humaines et assurer certaines fonctions vitales pour ces dernières. La question étant dès lors de définir le contenu de ce « capital naturel »...

4. Environnement et développement

Les années 1970 sont déclarées « deuxième décennie du développement » par l'Assemblée générale des Nations unies. En juin 1971 se tient le séminaire de Founex, près de Genève, qui, pour la première fois au sein d'un organisme

⁴³ Selon R. Costanza *et al.* (1997 : XIV-XV), « Ecological Economics is not a single new discipline based in shared assumptions and theory. It rather represents a commitment among natural and social scientists, and practitioners, to develop a new understanding of the way in which different living systems interact with one another, and to draw lessons from this both analysis and policy. » Pour une présentation synthétique des thèmes développés par cette approche, voir F.-D. Vivien (1994 : 89).

international, examine les rapports entre le développement et l'environnement. Les analyses de la trentaine d'experts – dont Samir Amin et Ignacy Sachs – et de responsables politiques des pays du Nord et du Sud réunis à cette occasion s'opposent vivement. Pour essayer de concilier ces points de vue, Maurice Strong, secrétaire général de la Conférence sur l'environnement de l'homme qui se déroule à Stockholm du 5 au 16 juin 1972, lance le terme d'écodéveloppement⁴⁴. Celui-ci va être repris et approfondi au symposium PNUE/CNUCED consacré aux modes de développement et à l'utilisation des ressources naturelles, qui se tient à Coyococ au Mexique en 1974. En même temps, et de manière un peu paradoxale, si l'on en croit cet infatigable défenseur de l'écodéveloppement qu'est Ignacy Sachs⁴⁵, cette notion va être écartée du vocabulaire onusien. Dans une ambiance intellectuelle marquée par le retour en force des thèses libérales et par la réaffirmation du primat de la croissance économique, l'expression *sustainable development*, jugée plus « politiquement correcte », va peu à peu se substituer à celle d'écodéveloppement. Elle va connaître une grande publicité avec la parution du rapport Brundtland en 1987 et la tenue du sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992. Même si, aujourd'hui, Ignacy Sachs déclare que le débat sur les termes importe guère⁴⁶, les lectures comparées, par exemple, du rapport Dag Hammarskjöld⁴⁷ (1975), du nom de la fondation qui l'a rédigé, et du rapport Brundtland rédigé par la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (CMED, 1987) sont là pour montrer que, précisément, ce sont bien les termes du débat qui ont changé.

⁴⁴ I. Sachs (1974, note 12, p. 558) écrit que c'est lors d'une première réunion tenue à Genève en juin 1973 que Maurice Strong aurait lancé cette expression.

⁴⁵ Selon I. Sachs (1994 : 261), Henry Kissinger aurait réagi à la résolution de Coyococ, « le document le plus radical qui ait jamais été fait au sein des Nations unies, puisqu'il parle du sous-développement et du sur-développement (...) et énoncé clairement un programme d'écodéveloppement. »

⁴⁶ Dans un entretien avec S. Allemand (1999 : 14), I. Sachs déclare en effet : « Ce qu'on appelle développement durable s'inscrit dans la continuation des débats autour de l'écodéveloppement. Ceux qui opposent ces concepts s'attachent à des nuances qui n'ont guère d'intérêt. » Maurice Strong (1998 : 197) fait une analyse identique : « Ecodevelopment has now evolved into sustainable development, but the basic principles remain those which were established at Founex and related work of Ignacy Sachs. »

⁴⁷ Une des grandes nouveautés de ce rapport est d'affirmer que « la primauté de l'économique ne peut plus être défendue. » « Affirmation courageuse et quasiment sacrilège, commente G. Rist (1996 : 253-254), qui ne sera jamais reprise dans aucune déclaration internationale. Elle débouche sur cinq propositions pour combattre les excès de la société de la consommation : plafonnement de la consommation de viande et de pétrole, utilisation plus économique des bâtiments, accroissement de la durée de vie des biens de consommation, suppression des voitures individuelles (remplacées par des transports collectifs et la multiplication des véhicules mis en location). Pour les auteurs du rapport, il ne s'agit nullement de mesures d'austérité, mais de moyens simples qui permettraient d'améliorer la qualité de vie tout en favorisant des relations plus équitables avec les pays du Sud. »

4.1. Écodéveloppement

Bien qu'il se défende de proposer une nouvelle théorie ou une nouvelle doctrine, et qu'il se présente plutôt comme une méthode, un outil heuristique pour les praticiens, planificateurs et autres décideurs devant les aider à mieux comprendre les liaisons entre développement et environnement, l'écodéveloppement, ainsi que le définit parfois Ignacy Sachs (1980 : 62), est une « philosophie du développement » qui plonge ses racines dans les analyses des économies du tiers-monde menées en termes de dépendance et d'aspiration à l'instauration d'un développement « auto-centré ». Le mahatma Gandhi et Julius Nyerere sont deux figures intellectuelles auxquelles se réfère I. Sachs (1980 : 50) dans son livre *Stratégies de l'écodéveloppement*⁴⁸. À l'image du cheminement intellectuel effectué par d'autres auteurs⁴⁹, cette réflexion sur les possibilités de mettre en œuvre un « autre développement » trouve son origine dans une réflexion portant sur la spécificité des économies et des communautés rurales, du tiers-monde ou d'ailleurs. Le problème du développement, souligne toutefois Ignacy Sachs, est global : cette question se pose aussi pour les pays industrialisés qui souffrent d'un « maldéveloppement », caractérisé par de fortes inégalités sociales et régionales et par le gaspillage d'une partie importante des richesses produites. « Le paradoxe du monde où nous vivons, écrit I. Sachs (1980 : 22), c'est donc que la maldistribution des richesses provoque simultanément le gaspillage sur les deux pôles de la société. Les riches surconsomment et drainent de cette façon la grande majorité des ressources disponibles [...] Les pauvres sous-consomment et, acculés par leur misère, ils surutilisent les rares ressources auxquelles ils ont accès. » Pour autant, Ignacy Sachs refuse l'irréconciliabilité des logiques écologique et économique. L'écodéveloppement, qui vise à leur harmonisation, est une sorte de « voie moyenne, écrit I. Sachs (1993 : 14), à égale distance des propositions extrêmes des malthusiens et des chantres de l'abondance illimitée de la nature. » Si, d'un côté, l'écodéveloppement s'oppose à l'économisme abusif et étroit qui détruit la nature, de l'autre, compte tenu des disparités sociales et matérielles qui perdurent entre pays et à l'intérieur des pays, il ne fait pas sien le diagnostic du Club de Rome.

⁴⁸ Dans un ouvrage antérieur, I. Sachs écrit (1977 : 9-10) : « À la croissance mimétique, inégalitaire et destructrice du milieu et des ressources, il faut opposer le développement endogène, axé sur la satisfaction des besoins fondamentaux de toute la population, s'efforçant de ménager les ressources et l'environnement. » Selon G. Rist (1996 : 202-3), « Toute la pensée gandhienne repose (...) sur une forme d' "économie morale" à l'intérieur de laquelle chacun travaille pour le bien commun sans chercher à accumuler au-delà de ce qui lui est nécessaire, afin d'éviter l'exploitation. » Pour plus de précision sur ces auteurs et ce courant de pensée, on se reportera au chapitre 8 de G. Rist (1996).

⁴⁹ Le « programme bioéconomique minimal » de N. Georgescu-Roegen (1975 : 132-4), comme nous avons essayé de le montrer (Vivien, 1999), s'inspire pour partie d'une réflexion sur l'économie paysanne, dans laquelle les travaux de Tchayanov (1924) occupent une place importante. Pour une présentation plus générale des liens entre le développement durable et un courant néo-narodniki, voir J. Martinez-Alier (1987 : 234).

« Le conflit de plus en plus dramatique entre croissance et état de nature, écrit encore I. Sachs (1980 : 12), peut se résoudre autrement que par l'arrêt de la croissance. L'enjeu, c'est de trouver des modalités et des usages de la croissance qui rendent compatibles le progrès social et la gestion saine des ressources et du milieu. » La croissance est un lieu d'amplification des problèmes d'environnement, mais ce n'est pas elle qui est la cause de ces problèmes. Il doit donc être possible d'inventer une croissance respectueuse de l'environnement. C'est l'objet et le pari de l'écodéveloppement.

Selon Ignacy Sachs (1980 : 37), « l'écodéveloppement est un développement des populations par elles-mêmes, utilisant au mieux les ressources naturelles, s'adaptant à un environnement qu'elles transforment sans le détruire [...] C'est le développement lui-même, tout entier, qui doit être imprégné, motivé, soutenu par la recherche d'un équilibre dynamique entre la vie et les activités collectives des groupes humains et le contexte spatio-temporel de leur implantation. » Cette durabilité sociale, économique, écologique, spatiale et culturelle, comme I. Sachs (1993 : 28-31) la désigne désormais, est assurée par la prise en compte de trois dimensions essentielles à ce qu'est un développement des sociétés :

– la prise en charge équitable des besoins de tous les hommes et de chaque homme, des besoins matériels et immatériels, à commencer par celui de se réaliser à travers une existence qui ait un sens, qui soit un *projet* ; ce qui suppose aussi une solidarité diachronique avec les générations futures et une solidarité synchronique avec la génération présente ;

– la prudence écologique, c'est-à-dire la recherche d'un développement en harmonie avec la nature. « L'échelle de l'intervention humaine de la nature, écrit I. Sachs (1980 : 29), a atteint aujourd'hui des proportions suffisamment dangereuses pour que la prudence écologique devienne la règle. » Il y a là une idée qui préfigure ce que l'on désigne désormais comme le principe de précaution ;

– l'autonomie des décisions (*self-reliance*) et la recherche de modèles endogènes propres à chaque contexte historique, culturel et écologique. Les populations doivent définir leurs besoins de manière autonome. Il leur faut explorer des « styles de développement », comme l'explique Ignacy Sachs (1974), des « styles de vie⁵⁰ » compatibles avec le contexte culturel, institutionnel et écologique qui est le leur. Cela suppose la mise en place de stratégies de transition, qui devraient s'étaler sur trois ou quatre décennies, en tentant d'agir à la fois sur la demande et sur l'offre de biens et de services.

La mise en cohérence de ces différentes exigences doit être assurée par un planificateur. « L'écodéveloppement, déclare I. Sachs (1980 : 117), n'est rien d'autre que la sensibilisation du planificateur à la double dimension de l'écologie et de l'anthropologie culturelle. » Sous l'influence des conceptions de

⁵⁰ « Les différents styles de vie, écrit I. Sachs (1980 : 78), se caractérisent essentiellement par la manière dont chaque société aménage ses divers temps et dont elle "occupe" le temps. »

l'économiste Michal Kalecki, le véritable maître à penser d'Ignacy Sachs⁵¹, il s'agit là d'une « planification participative », qui doit permettre un rééquilibrage des pouvoirs entre le marché, l'État et la société civile, au profit de cette dernière. Comme le note Olivier Godard (1998 : 224), « le planificateur apparaît davantage comme un animateur, un fédérateur, un négociateur, un innovateur qu'un décideur s'appuyant sur les modèles des experts et sur les résultats de leurs calculs économiques. » Un rôle tout particulier dans cette dynamique est dévolu à la technique, laquelle doit être « adaptée »⁵² et sélectionnée aussi bien à partir des savoirs et savoir-faire locaux que des connaissances occidentales les plus sophistiquées. Un « pluralisme technique », ainsi que l'écrit Daniel Théry (1981), est donc de mise.

4.2. Développement durable, Rapport Brundtland et Sommet de la Terre

En 1983, l'Assemblée générale des Nations unies décide de la création de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (CMED), composée de membres du personnel politique des différents pays membres et placée sous la présidence de Mme Gro Harlem Brundtland, alors Premier ministre de Norvège. Y figurent notamment Maurice Strong et Jim McNeill (1989), directeur de l'environnement à l'OCDE, qui fait office de secrétaire général de la Commission. Le mandat de la CMED (1987 : 425) est triple : faire le point sur les problèmes d'environnement et de développement et formuler des propositions pour une action novatrice, concrète et réaliste ; proposer de nouvelles modalités de coopération internationale susceptibles de renforcer celle-ci et de provoquer les changements souhaités ; viser à la prise de conscience et à la mobilisation de l'ensemble des acteurs (particuliers, entreprises, institutions, gouvernements, etc.) engagés dans cette problématique.

Le diagnostic établi fait écho à des analyses que nous avons déjà rencontrées. Dans un monde où les tensions internationales sont fortes⁵³, le problème du développement est conçu de manière générale : il ne concerne pas uniquement les « pays en développement », mais aussi les pays industrialisés. « Les pays en développement, note la CMED (1987 : 27), sont confrontés aux dangers mortels que sont la désertification, la disparition des forêts et la pollution, et ce sont

⁵¹ I. Sachs (1994 : 259) explique : « Sa définition de la planification est la plus sobre qu'il m'ait été donnée d'entendre : "planifier, c'est penser par variante". Il lui semblait impossible de tendre vers un optimum lorsque la fonction objective était complexe ; il fallait tout simplement s'efforcer de trouver au travers de la pensée par variante l'option qui paraissait la moins mauvaise. » Dans un de ses ouvrages, dédié à Michal Kalecki, I. Sachs (1977 : 10) parle d'« une planification engagée qui ne se cache pas derrière le paravent de la technicité et de la neutralité politique. En aidant les décideurs à penser par alternatives, elle prépare leurs choix qui engagent l'avenir de la société sans pour autant prétendre qu'elle est capable d'atteindre l'optimalité. »

⁵² Pour un aperçu des débats entourant cette question, on se reportera à la controverse entre D. Théry (1981, 1983) et A. Emmanuel (1981). Voir aussi le commentaire de P. Hugon (1983).

eux qui souffrent le plus de la pauvreté qu'engendre la dégradation de l'environnement [...] Les pays industriels sont menacés par d'autres dangers mortels : la présence des substances et des résidus toxiques ainsi que l'acidification. La totalité des nations peut avoir à souffrir des quantités de gaz carbonique et d'autres gaz que les pays industriels déversent dans l'atmosphère et qui réagissent avec la couche d'ozone ». De même, ajoute le Rapport Brundtland, qu'elles pâtiront de la disparition des forêts tropicales, de l'érosion de la diversité biologique et des modifications climatiques. Les questions d'environnement et de développement sont donc considérées de concert : certains modes de développement dégradent l'environnement et, inversement, un environnement dégradé peut constituer un obstacle aux possibilités de développement. Il faut donc chercher à intégrer et à harmoniser ces deux problématiques. Et, après avoir dressé un inventaire des problèmes écologiques auxquels l'humanité doit faire face en cette fin de siècle, le Rapport Brundtland, dont la première de couverture s'orne d'une vue de la Terre prise de l'espace, évoque la fragilité de la Terre et appelle à une « vigilance écologique » ; les limites, nous dit-on, étant peut-être dépassées dans certains secteurs⁵⁴. Les différents domaines considérés (population, sécurité alimentaire, disparition d'espèces et pertes de ressources génétiques, énergie, pollution, industrie et établissements humains), précisent les auteurs du Rapport Brundtland (1987 : 8), ne sont pas séparés les uns des autres. Autrement dit, il n'y a qu'une crise ; un point de vue qui fait écho à l'analyse menée en leur temps par les membres du Club de Rome. Le développement durable est alors présenté comme la solution pour y faire face, comme le nouvel objectif à atteindre pour l'ensemble des pays de la planète. Nous avons déjà rappelé en introduction la définition la plus souvent citée. On peut en donner une autre qui rejoint la première : « Le développement soutenable, écrit la CMED (1987 : 10-11), n'est pas un état d'équilibre, mais plutôt un processus de changement dans lequel l'exploitation des ressources, le choix des investissements, l'orientation du développement technique ainsi que le changement institutionnel sont déterminés en fonction des besoins tant actuels qu'à venir. » En conséquence de quoi, l'accent est d'abord mis sur la « durée » du développement, quelles que soient les interprétations que l'on peut donner à ce terme, lesquelles, est-il précisé, peuvent varier d'un pays à l'autre. Ensuite, le Rapport Brundtland (1987 : 51) précise que, « même au

⁵³ Il faut souligner à quel point le spectre de la guerre nucléaire est présent dans les pages du Rapport Brundtland (1987 : 41). On peut y lire notamment : « Peut-être la plus grande menace qui pèse sur l'environnement, sur le progrès durable, voire sur la survie, est l'éventualité d'une guerre nucléaire, chaque jour plus pesante en raison de la course aux armements et de son prolongement dans l'espace extraterrestre. L'aspiration à un avenir plus vivable n'a un sens qui si elle s'accompagne d'un effort plus soutenu pour refuser, pour supprimer le développement des moyens de destruction. »

⁵⁴ « Certes la nature est généreuse, écrit la CMED (1987 : 39), mais elle est également fragile, d'un équilibre délicat. Il y a des seuils que nous ne pouvons franchir sans mettre en danger l'intégrité du système. Aujourd'hui, nous sommes près de beaucoup de ces seuils, nous devons être vigilants et ne pas compromettre la vie sur terre. »

sens le plus étroit du terme, le développement soutenable présuppose un souci d'équité sociale entre les générations, souci qui doit s'étendre, en toute logique, à l'intérieur d'une même génération. » Troisième dimension du concept mis en avant par la CMED (1987 : 53) : « au strict minimum, le développement soutenable signifie ne pas mettre en danger les systèmes naturels qui nous font vivre : l'atmosphère, l'eau, les sols et les êtres vivants ».

La question est maintenant de savoir comment un développement conciliant ces différents objectifs peut advenir. Quelles sont les « stratégies » à mettre en œuvre pour ce faire ? Comme il est habituel dans ce genre de rapport, chacun peut y trouver un peu ce qu'il a envie de lire. Le premier objectif prioritaire fixé par le Rapport Brundtland (1987 : 58) est la reprise et l'instauration d'une « nouvelle ère de croissance économique ». Un chiffre annuel de 5 à 6 % est proposé pour les « pays en développement » et de 3 à 4 % pour les « pays industrialisés ». Le second objectif réside dans la modification du « contenu » de cette croissance économique. Autrement dit, il faut promouvoir des activités et des techniques plus respectueuses de l'environnement, notamment celles qui requièrent de moins fortes intensités de matières premières et d'énergie. En bref, il s'agit, comme l'écrit la CMED (1987 : 19), de « produire plus avec moins » ; ce qui ne diffère pas beaucoup de la logique économique habituelle. Cela n'empêche pas la CMED de prôner, par ailleurs, une conception « élargie » du développement. Il est ainsi rappelé que le développement ne se limite pas à la croissance et que chaque pays doit s'efforcer de trouver sa propre voie. Les systèmes sociaux, économiques et écologiques varient beaucoup d'un pays à l'autre, il n'existe pas de modèle idéal de développement durable. La CMED (1987 : 69) recommande tout de même que les « pays en développement » maîtrisent leur démographie et adoptent d'autres modes de consommation que ceux en vigueur dans les pays industrialisés. Le chapitre consacré aux objectifs de préservation et de mise en valeur des ressources naturelles fait écho aux thèses conservationnistes. D'un côté, il importe que les ressources naturelles soient utilisées de manière optimale et, dans cette optique, il est notamment fait référence à la bioéconomie⁵⁵. D'un autre côté, note le Rapport Brundtland (1987 : 67), les espèces animales et végétales ne doivent pas être uniquement préservées pour des questions de développement. Il y va aussi d'une « obligation morale » de l'humanité à l'égard des êtres vivants et des générations futures. Enfin, les considérations environnementales doivent être intégrées dans les choix techniques et, de manière générale, dans les modalités de prise de décision.

⁵⁵ « De manière générale, écrit la CMED (1987 : 53), les ressources renouvelables telles les forêts ou les bancs de poissons peuvent ne pas s'épuiser, à condition que le rythme de prélèvement ne dépasse pas la capacité de régénération et d'accroissement naturel. Cela dit, la plupart des ressources renouvelables font partie d'un écosystème fort complexe et il faut définir un seuil maximal d'exploitation, en tenant compte des effets de l'exploitation sur l'ensemble du système. »

Sur quels ressorts ces changements vont-ils pouvoir s'appuyer ? Au fil des pages de *Notre avenir à tous*, on peut relever divers éléments, qui n'apparaissent pas obligatoirement hiérarchisés. Peut-être pour faire entendre qu'il convient de faire feu de tout bois... Il s'agit ainsi d'ériger le développement durable au rang « d'éthique mondiale », tout en reconnaissant que cet « état d'harmonie entre les êtres humains et entre l'homme et la nature », ainsi que la CMED (1987 : 76) définit le « développement durable », ne pourra être atteint que par une « volonté politique ». Cela passe notamment par un certain nombre de réformes institutionnelles et juridiques à mettre en œuvre : renforcement des agences internationales chargées de la protection de l'environnement et de la gestion des ressources (PNUE, Banque mondiale notamment) ; participation plus grande du public, des ONG, de la communauté scientifique et des industriels aux prises de décision ; coopération plus large au niveau international, etc.

Suggérée par les rédacteurs du Rapport Brundtland (1987 : 28), la Conférence des Nations unies pour l'environnement et le développement (CNUED), parfois appelée « Sommet de la Terre », s'est tenue à Rio de Janeiro du 3 au 14 juin 1992, soit presque vingt ans, jour pour jour, après la tenue de la Conférence de Stockholm. Il n'est pas inintéressant, comme le font Serge Antoine *et al.* (1994 : 50), de comparer les deux textes rédigés au terme de ces deux réunions internationales. La Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement réaffirme en effet la Déclaration de Stockholm, et entend lui donner de nouveaux prolongements. L'idée du rapprochement de la problématique du développement de celle de l'environnement est déjà présente dans la Déclaration de Stockholm. Elle figure de manière centrale dans celle de Rio, notamment au travers de son vingt-cinquième principe qui stipule que : « La paix, le développement et la protection de l'environnement sont interdépendants et indissociables. » La problématique démographique y apparaît moins préoccupante et les références à la « nature » et à l'épuisement des ressources renouvelables ont presque disparu. En revanche, on assiste à une montée en puissance de la société civile, des organisations non gouvernementales notamment, réunies au Global forum, qui se tenait à une quarantaine de kilomètres du sommet officiel⁵⁶. Autres acteurs ayant fait leur entrée en force sur cette scène internationale, les représentants du monde des entreprises, dont le Rapport Brundtland⁵⁷ (1987 : 20) attend beaucoup, étaient présents en grand nombre à Rio de Janeiro. Ainsi qu'en témoigne l'ouvrage du *Business Council for Sustainable Development* coordonné par Stephan Schmeideny (1992), qui

⁵⁶ Sur ce point, voir notamment l'entretien entre J.-P. Deléage et J. Chesneaux (1992) et les commentaires d'A. Lipietz (1992).

⁵⁷ On peut y lire : « De nombreux besoins humains essentiels ne peuvent être satisfaits que grâce aux biens et aux services fournis par l'industrie, aussi l'orientation vers un développement soutenable doit-elle être appuyée et animée par un flux permanent de financement émanant de l'industrie. »

fut l'un des principaux conseillers de Maurice Strong lors de la préparation du sommet de Rio pour les questions touchant à l'industrie, les entreprises font désormais entendre leurs voix, en donnant leur propre vision du développement durable et en faisant un certain nombre de propositions censées aller dans ce sens⁵⁸. Parallèlement à cette évolution, la référence à la planification qui figurait dans la Déclaration de Stockholm⁵⁹ a disparu. L'heure est plutôt désormais au respect du principe de précaution et, ainsi que cela est envisagé dans le cadre des négociations sur le changement climatique, à l'instauration d'un marché de permis de droits à polluer l'atmosphère. À côté de la Déclaration de Rio, la conférence a permis en effet la signature de deux conventions internationales – la Convention sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique – et de deux déclarations non contraignantes portant sur les forêts et sur la désertification. L'Agenda 21, volumineux document (40 chapitres, 800 pages), établit un programme d'actions à entreprendre pour atteindre les objectifs définis dans la déclaration et les deux conventions. L'ampleur des questions abordées (pauvreté, gestion des différentes ressources, aménagement de l'espace, équité dans la distribution des richesses, participation des minorités aux processus de décision, pour n'en citer que quelques-unes) est impressionnante.

En juin 1997, une mission spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies s'est réunie à New York pour évaluer la mise en œuvre des résolutions prises lors du sommet de la Terre de Rio. Le bilan de cette réunion, baptisée « Rio + 5 », est des plus mitigés. Cette mauvaise impression est encore plus forte aujourd'hui. Depuis quelques années, comme le note Laurence Tubiana (2000 : 8) dans son rapport consacré à l'environnement et au développement, ce sont les chocs financiers qui retiennent l'attention.

5. Conclusion

Prenant place dans l'histoire de la rhétorique du « développement » portée par les grands organismes internationaux depuis déjà plusieurs décennies, l'expression « développement durable » a été forgée par ceux-ci (PNUD, PNUE ou, dans un genre un peu différent, UICN) il y a une vingtaine d'années pour qualifier la « troisième décennie du développement ». Ce baptême a été amplement couronné de succès puisque, à la suite de la parution du Rapport Brundtland et de la tenue du Sommet de la Terre, cette expression a été large-

⁵⁸ S. Schmeideny (1992 : 37) écrit ainsi : « Le fonctionnement d'un système de marchés libres et concurrentiels, où les prix intègrent les coûts de l'environnement aux autres composants économiques, constitue le fondement d'un développement durable. Une bonne part de cet ouvrage procède de ce postulat. »

⁵⁹ Le principe 14 de la Déclaration de Stockholm stipule : « une planification rationnelle est un instrument essentiel si l'on veut concilier les impératifs du développement et la nécessité de préserver et d'améliorer l'environnement. »

ment reprise, analysée et commentée par les théoriciens et les praticiens, les acteurs et les groupes d'intérêt engagés dans les questions d'environnement et de développement. Comme nous avons essayé de le montrer, malgré ce caractère relativement récent, cette désormais incontournable problématique du développement durable s'inscrit dans des traditions de pensée au sujet de la croissance et du développement économiques qui plongent loin leurs racines et dépassent largement le cadre des seules analyses et politiques menées par ces grandes institutions internationales. Quoi qu'on puisse parfois en dire, il faut bien reconnaître que l'interrogation sur l'avenir des sociétés capitalistes et sur l'équité qui y règne, et qu'elles transmettent, n'est pas nouvelle. La question de fond qui est soulevée au travers du débat entourant la notion de « développement durable » est, de ce point de vue, celle de la « promesse⁶⁰ » qu'apporte ou non la dynamique économique qui emmène les sociétés – occidentales d'abord et, à leur suite, toutes les autres – depuis maintenant quelques siècles. Par l'entremise de la notion de « développement durable », deux interrogations se trouvent ainsi (re)posées : quels sont les liens existants entre la croissance et le développement économiques ? Quelles relations les économies qui croissent et/ou se développent tissent-elles avec leur environnement naturel ? Selon le type de causalité que chacune des interprétations du « développement durable » établit entre les grands concepts constitutifs de cette notion, le contenu qui lui est donné diffère.

Utilisée pour apprécier la situation actuelle et pour indiquer une solution pour l'avenir, on peut dire que la problématique du « développement durable » met en cause et, en même temps, renouvelle le « grand récit de l'amélioration » porté par l'économie capitaliste. En ce qui concerne l'orthodoxie économique, comme le rappellent Nicholas Georgescu-Roegen (1991 : 12) et Ignacy Sachs (1994 : 260), on peut voir dans la notion de développement durable une évocation de l'idée de « croissance durable » et « auto-entrenue » chère à Walt Rostow et aux tenants d'un évolutionnisme social par grandes étapes qui veut que le développement arrive nécessairement, par le biais de la croissance économique, à qui sait attendre... On ne s'étonnera donc pas outre mesure des dires de certains théoriciens néoclassiques de la croissance qui laissent entendre aujourd'hui qu'ils font du développement durable sans le savoir, et depuis longtemps déjà. Ainsi, c'est fort sérieusement que certains font de John Hicks, l'un des pères de la microéconomie actuelle, le premier penseur du développement durable⁶¹... Cette vision, qui fait la part belle à l'idéologie du « marché », rejoint celle que mettent en avant les tenants de la libre entreprise et de la

⁶⁰ On notera que c'est autour de ce terme que s'est notamment développé le travail du Groupe Centre dans la réflexion lancée par l'IFEN (1999) sur les indicateurs de développement durable. La sélection de différents référents, qui renvoient à certaines des « cités » proposées par Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1991), y correspondent à autant de « promesses » différentes reposant, par exemple, sur l'univers de la technique, les vertus de la régulation marchande, la solidité des liens sociaux, etc. Voir O. Godard *et al.* (1999).

« marchandisation » croissante de la nature. Gageons qu'un « capitalisme vert » (Vatimbella, 1992) se constituera à coup sûr à grand renfort d'effets d'annonce, de normes de « management environnemental » et d'écologie industrielle.

À l'inverse, la « durabilité » peut être vue comme une insurmontable contradiction du capitalisme. L'expression de « développement durable » se nourrit ainsi des critiques adressées à la logique dominante par l'hétérodoxie économique tant sur le plan de la répartition des richesses que sur celui de la dégradation de l'environnement⁶². Formulées dès le XIX^e siècle, ces interrogations critiques sur la dynamique à long terme et sur l'équité intra- et intergénérationnelle, comme on dit maintenant, ont pris un tour nouveau après la Seconde Guerre mondiale à l'occasion des débats portant sur la problématique du développement des pays décolonisés et sur les distinctions à opérer vis-à-vis des théories de la croissance. Les auteurs qui insistent sur la spécificité et la complexité du questionnement entourant le « développement » – tant du point de vue de l'épistémologie que des politiques à mener – se placent dans cette filiation. La problématique de l'environnement prenant le tour que l'on sait à partir des années 1970, cette réflexion particulière a donné naissance à la philosophie de l'écodéveloppement, prônée par Ignacy Sachs, laquelle est aussi une des racines – un peu dévoyée, il est vrai – du « développement durable ». Les hétérodoxies issues de la problématique environnementale vont aussi apporter leurs pierres à la construction de cette notion. Parmi celles-ci, les idées conservationnistes, autre tradition intellectuelle initiatrice de l'expression de « développement durable » qui a des racines très anciennes, disent bien cette tension entre une nature transcendante et une nature considérée comme un capital à exploiter tôt ou tard, cette opposition entre ceux qui sont désireux d'aller plus loin encore dans le processus de rationalisation du monde et ceux qui s'y réfèrent pour faire barrage à la logique économique dominante. On retrouve une même dualité, pour ne pas dire ambivalence, dans le courant de l'*Ecological Economics*, qui fait du « développement durable » un de ses objets d'étude privilégiés : selon les auteurs et les analyses considérés, il peut apparaître soit comme la continuation de l'analyse économique standard des ressources naturelles, soit comme la poursuite de certaines traditions hétérodoxes.

⁶¹ En reprenant une des définitions du « revenu » proposées par John Hicks (1946) – ce que l'on peut consommer pendant une période, tout en comptant être aussi riche à la fin de la période qu'au début – on peut en faire une des conceptions de la durabilité proposées par les théoriciens néoclassiques. Pour une discussion de cette proposition, voir, par exemple, les remarques de W. Nordhaus (1994) et de S. El Serafy (1991). Pour un aperçu de l'œuvre de Hicks, voir l'article que lui consacre B. Guerrien (1996 : 240).

⁶² Ainsi, par exemple, J.-M. Harribey (1998 : 108) écrit : « Sur le plan théorique, la question de la soutenabilité remet à l'ordre du jour la critique de l'économie politique, ouverte par Marx, mais laissée en suspens parce que la critique des rapports sociaux et de la marchandisation du monde doit aujourd'hui s'accompagner de la critique de l'idéologie de la rationalité économique afin de questionner le phénomène et le mythe du progrès. »

Face à une telle plasticité, on comprend que l'expression de « développement durable » fasse l'objet d'amples conflits sémantiques et puisse être mobilisée de diverses manières par des acteurs qui, selon leurs intérêts et leur stratégie, appuieront sur telle ou telle question, tel ou tel débat, et mettront ainsi l'accent sur telle ou telle de ses significations. Dans cet ensemble de possibles, on peut tout de même repérer des questions plus prégnantes que d'autres. On notera ainsi que, chez les économistes tout du moins, le principal débat porte sur l'importance ou non de la notion de « capital naturel » et sur sa possible ou non « substitution » par d'autres formes d'actifs (capital technique, compétences, etc.) créés par les hommes. Ce débat, qui renvoie aussi pour une large part à la question du contenu et du sens du progrès technique, oppose ainsi les tenants d'une durabilité « faible », voire « très faible », à ceux qui sont partisans d'une durabilité « forte », voire « très forte ». Les premiers, confiants dans la régulation marchande et le progrès technique, récusent les contraintes sur le « capital naturel » que veulent définir les seconds. D'une certaine manière, en se focalisant ainsi sur cette notion de « capital naturel » – un concept pour lequel il importerait aussi de faire un travail archéologique – cette problématique n'apparaît pas tellement différente de celle posée hier par les économistes classiques, à savoir la définition du stock de capital permettant d'accroître les capacités de production et l'opulence des sociétés ; le point nouveau pour les partisans de la « soutenabilité forte » étant de définir et d'évaluer ce stock de « capital naturel » que l'on n'est pas capable de produire... Ce qui reviendrait à dire qu'une bonne partie de l'hétérodoxie actuelle n'est pas loin d'occuper les positions de l'orthodoxie d'hier... Dans ces conditions, le pari de faire du « développement durable » une figure de compromis pourrait s'avérer assez facile à tenir...

C'est pourquoi l'idée de développement durable doit faire l'objet d'un véritable questionnement, et non pas, comme trop souvent, être simplement présentée comme la solution aux problèmes posés. Il importe de s'interroger sur le sens des deux termes constitutifs de cette expression. Le « développement » est une notion très mal définie, pour laquelle on ne dispose pas de vue d'ensemble, tant en ce qui concerne les situations réelles que les différents regards disciplinaires qui peuvent être jetés sur celles-ci. Le « développement » désigne à la fois un processus historique et une politique : il implique une réflexion des sociétés sur leur propre évolution et sur leur possible maîtrise de cette évolution. Tout comme la notion de « durabilité », il comporte une dimension descriptive et normative. C'est ce double point de vue qui doit être interrogé. Le fait que l'on aspire à ce qu'il devienne « durable » va-t-il aider à une meilleure compréhension du « développement » ? Ou, au contraire, l'effort de la réflexion se polarisant désormais sur la signification de la « durabilité », cela va-t-il contribuer à la banalisation et à la naturalisation du « développement » ? Il y a là, comme le reconnaît Christian Comélieu (1993), une chance – mais aussi un danger – pour les études sur le développement. On pourrait faire les

mêmes remarques en ce qui concerne la « durabilité ». Celle-ci est trop souvent analysée en termes de limites écologiques à ne pas dépasser. Comme s'il convenait uniquement de trouver la contrainte environnementale en fonction de laquelle il importe de maximiser les grandeurs économiques pertinentes. Il faut au contraire profiter de cette notion de « développement durable » pour s'interroger sur l'aspect multidimensionnel de l'environnement et sur la diversité des liens tissés entre sociétés et milieux. À un moment où la mondialisation de l'économie est présentée comme un épouvantail et où la question de l'environnement, notamment via la problématique du changement climatique, en vient de plus en plus à se poser de manière globale, l'un des objectifs proposés aux sciences sociales, comme le note Marcel Jollivet (1998), est de rendre compte de la variété des processus sociaux, économiques et politiques qui sont en jeu dans les différentes trajectoires sociales en rapport avec l'environnement, dans leurs dimensions temporelles, spatiales et territoriales. Cela appelle, tant pour les questions d'environnement que de développement – et *a fortiori* pour celles qui tentent de croiser ces deux problématiques –, des dialogues entre différentes sciences, d'une part, et entre science et politique, d'autre part.

Remerciements

Je remercie Fabrice Dannequin, Bernard Guerrien, Marcel Jollivet, Serge Latouche, Véronique Parel et Lionel Quesne pour leurs lectures attentives et remarques qui m'ont permis d'améliorer ce texte. Bien évidemment, les avis exprimés ici n'engagent que moi.

Bibliographie

- Abdelmalki, L., Mundler, P., 1997. Économie de l'environnement. Hachette, coll. « Les fondamentaux », Paris.
- Allemand, S., 1999. Développement durable et sciences sociales. *Sciences Humaines* 92, 12-17.
- Alonzo Smith, G., 1982. Natural Resource Economic Theory of the First Conservation Movement (1895-1927). *History of Political Economy* 14, 4, 483-495.
- Amin, S., 1971. L'échange inégal et la loi de la valeur. *Anthropos/Économica*, Paris.
- Antoine, S., Barrère, M., Verbrugge, G. (Eds.), 1994. La planète Terre entre nos mains. Guide pour la mise en œuvre des engagements du sommet planète Terre. La Documentation française, Paris.
- Assidon, E., 1992. Les théories économiques du développement. Éd. La Découverte, Paris.
- Aubertin, C., Vivien, F.-D., 1998. Les enjeux de la biodiversité. *Économica*, Paris.
- Barrameda, M.C., 1995. Le développement durable : une perspective historique et théorique. *Alternatives Sud* 2, 4, 27-45.
- Beaud, M., 1994. Face à la croissance mortifère, quel développement durable ? *Revue Tiers-monde* 35, 137, 131-149.
- Beckerman, W., 1994. Sustainable Development : Is it a Useful Concept ? *Environmental Values* 3, 3, 191-209.

- Beckerman, W., 1995. How would you like your "Sustainability", Sir? Weak or Strong? A Reply to my Critics. *Environmental Values* 4, 2, 169-179.
- Bernis, de G., 1966. Industries industrialisantes et contenu d'une politique d'intégration régionale. *Économie appliquée* 3-4, 415-473.
- Bernis, de G., 1994. Développement durable et accumulation. *Revue Tiers-monde* 35, 137, 95-129.
- Berthoud, G., 1995. Que nous dit l'économie? In : Latouche, S. (Eds.), *L'économie dévoilée*. Éd. Autrement, Paris, pp. 61-73.
- Boltanski, L., Thévenot, L., 1991. De la justification. Les économies de la grandeur. Gallimard, Paris.
- Braillard, P., 1982. *L'imposture du Club de Rome*. PUF, Paris.
- Canguilhem, G., 1968. L'homme et l'animal du point de vue psychologique selon Charles Darwin. In : *Études d'histoire et de philosophie des sciences*. Librairie Vrin, Paris, pp. 113-125.
- Canguilhem, G., Lappassade, G., Piquemal, J., Ulmann, J., 1962. *Du développement à l'évolution au XIX^e siècle*. PUF, Paris.
- Castoriadis, C., 1977. Réflexions sur le développement et la rationalité. In : *Le mythe du développement*. Le Seuil, Paris, pp. 205-228.
- Chesneaux, J., 1992. Bilan de Rio. *Écologie politique* 3-4, 9-26.
- Clark, C.W., 1976. *Mathematical Bioeconomics: the Optimal Management of Renewable Resources*. Wiley-Interscience, New-York.
- Clark, C.W., 1989a. La gestion de la planète. *Pour la science* 145, 26-34.
- Clark, C.W., 1989b. « Bioeconomics ». In : Roughgarden, J., May, R.M., Levin, S.A. (Eds.) *Perspectives in Ecological Theory*. Princeton University Press, Princeton, pp. 275-286.
- Clark, C.W., Munn R.E. (Eds.), 1986. *Sustainable Development of the Biosphere*. IIASA/Cambridge University Press, Laxenburg/Cambridge.
- CMED, 1989. *Notre avenir à tous*. Éd. du Fleuve, Montréal.
- Cole, H., Freeman, C., Jahoda, M., Pavitt, K. (Eds.), 1973. *L'anti-Malthus: une critique de « Halte à la croissance »*. Le Seuil, Paris.
- Comélieu, C., 1993. Pour un renouveau de l'étude du développement. *Revue Tiers-monde* 35, 135, 687-701.
- Conan, M., 1991. La nature sauvage, lieu de l'identité américaine. In : Roger, A., Guéry, F. (Eds.), *Maîtres et protecteurs de la nature*. Éd. Champ Vallon, Seyssel, pp. 267-276.
- Conan, M., 1993. La nature, la religion et l'identité américaine. In : Bourg, D. (Eds.), *Les sentiments de la nature*. Éd. La Découverte, Paris, pp. 175-195.
- Costanza, R., Wainger L., Folke C., Mäler K.G., 1993. Modelling Complex Ecological Economic Systems. *BioScience* 43, 8, 545-555.
- Costanza, R., Perrings, C., Cleveland, C.J. (Eds.), 1997. *The Development of Ecological Economics*. Edward Elgar, Cheltenham.
- Cournot, A.A., 1861. *Traité de l'enchaînement des idées fondamentales dans les sciences et dans l'histoire*. In : *Œuvres complètes*, t. III. CNRS/Librairie Vrin, Paris.
- Daly, H.E., 1974. The Economics of the Steady State. *American Economic Review* 64, 2, 15-21.
- Daly, H.E., 1990a. Toward Operational Principles of Sustainable Development. *Ecological Economics* 2, 1-6.
- Daly, H.E., 1990b. Sustainable Growth, An Impossibility Theorem. In : Daly, H.E., Townsend, K.N. (Eds.), *Valuing the Earth, Economics, Ecology, Ethics*. The MIT Press, Cambridge (Mas.), pp. 267-273.
- Daly, H.E., 1995. On Wilfrid Beckerman's Critique of Sustainable Development. *Environmental Values* 4, 1, 49-55.

- Dockès, P., Rosier, B., 1988. L'histoire ambiguë. Croissance et développement en question. PUF, Paris.
- El Serafy S., 1991. The Environment as Capital. In : Costanza R. (Eds.), *Ecological Economics : The Science and Management of Sustainability*. Columbia University Press, New York, pp. 168-175.
- Engels, F., 1875. *Dialectique de la nature*. Éd. Sociales, Paris.
- Emmanuel, A., 1981. Réponse à Daniel Théry. *Revue Tiers-monde* 22, 88, 885-889.
- Erkman, S., 1998. *Vers une écologie industrielle*. Éd. Charles Léopold Mayer, Paris.
- Faucheux, S., Noël, J. F., 1990. *Les menaces globales sur l'environnement*. Éd. La Découverte, Paris.
- Faucheux, S., Noël, J. F. 1995. *Économie des ressources naturelles et de l'environnement*. Armand Colin, Paris.
- Friend, A.M., 1992. Economics, Ecology, and Sustainable Development : Are they Compatible ? *Environmental Values* 1, 157-170.
- Frosch, R., Gallopoulos, N., 1989. Des stratégies industrielles viables. *Pour la science* 145, 106-115.
- Furtado, C., 1976. *Le mythe du développement économique*. Éd. Anthropos, Paris.
- Georgescu-Roegen, N., 1995. La loi de l'entropie et le problème économique. In : *La décroissance*. Éd. Sang de la terre, Paris, pp. 53-71.
- Georgescu-Roegen, N., 1995. L'énergie et les mythes économiques. In : *La décroissance*. Éd. Sang de la terre, Paris, pp. 73-147.
- Georgescu-Roegen, N., 1978. De la science économique à la bioéconomie. *Revue d'économie politique* 88, 3, 357-382.
- Georgescu-Roegen, N., 1988. Closing Remarks : about Economic Growth – A Variation on a Theme about David Hilbert. *Economic Development and Cultural Change* 36, 3, 291-307.
- Georgescu-Roegen, N., 1991. Looking Back. In : Dragan, J.C., Seifert, E.F., Demestrecu, M.C. (Eds.) *Entropy and Bioeconomics, Proceedings of the First international conference of the EABS*. Milano, Nargard, pp. 11-21.
- Georgescu-Roegen, N., 1995. *La décroissance*. Éd. Sang de la terre, Paris.
- Girard, M.F., 1994. *L'écologisme retrouvé. Essor et déclin de la Commission de la conservation du Canada*. Les Presses de l'Université d'Ottawa, Ottawa.
- Godard, O., 1992. La science économique face à l'environnement : la « résilience » d'une discipline. In : Jollivet, M. (Eds.), *Sciences de la nature, sciences de la société : les passeurs de frontières*. CNRS Éd., Paris, pp. 195-222.
- Godard, O., 1993. Le développement durable. In : *L'économie face à l'écologie, Rapport préparatoire au XI^e Plan*. Éd. La Découverte/La Documentation française, Paris, pp. 132-143.
- Godard, O., 1994. Le développement durable : paysage intellectuel. *Natures Sciences Sociétés* 2, 4, 309-322.
- Godard, O., 1998. L'écodéveloppement revisité. *Économies et Sociétés* 36, 1, 213-229.
- Godard, O., Levarlet, F., Vivien, F.-D., 1999. Note de synthèse des travaux du Groupe Centre. In : IFEN, *Les indicateurs de développement durable. Méthodes et perspectives* 24, pp 147-150.
- Gorz, A., 1988. *Métamorphoses du travail. Quête de sens*. Galilée, Paris.
- Grinevald, J., 1987. Le développement de/dans la biosphère. *Cahiers de l'IUED* 17, 29-44.
- Grinevald, J., 1990. L'effet de serre de la biosphère. De la révolution thermo-industrielle à l'écologie globale. *Stratégies énergétiques, Biosphère & Société* 1, 9-34.
- Guerrien, B., 1996. *Dictionnaire d'analyse économique*. Éd. La Découverte, Paris.
- Harribey, J.-M., 1997. *L'économie économe. Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*. L'Harmattan, Paris.
- Harribey, J. M., 1998. *Le développement soutenable*. Economica, Paris.

- Hartwick, J.M., 1977. Intergenerational Equity and the Investing of Rents from Exhaustible Resources. *American Economic Review* 77, 5, 972-974.
- Hatem, F., 1990. Le concept de « développement durable ». *Économie prospective internationale* 44, 101-117.
- Hémery, D., 1988. Les visions du développement des sociétés non industrialisées : problématiques et modèles depuis l'époque du Capital jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. In : Coquery-Vidrovitch, C., Hemery, D., Piel, J. (Eds.), *Pour une histoire du développement*. L'Harmattan, Paris, pp. 61-109.
- Hicks, J.R., 1946. *Value and Capital*. Oxford University Press, Oxford.
- Holdgate, M., 1998. La toile verte : 50 ans de conservation internationale. *Planète conservation*, numéro anniversaire « L'UICN a 50 ans », pp. I-VIII.
- Holling, C.S., 1986. The Resilience of Terrestrial Ecosystems : Local Surprise and Global Change. In : Clark, C.W., Munn, R.E. (Eds.), *Sustainable Development of the Biosphere*. IIASA/Cambridge University Press, Laxenburg/Cambridge, pp. 293-317.
- Hugon, P., 1983. La locomotive et la brouette : à propos de la controverse Emmanuel-Théry. *Revue Tiers-monde* 24, 93, 181-183.
- Hugon, P., 1993. Les trois temps de la pensée francophone en économie du développement. In : Choquet, C., Dollfus, O., Le Roy, E., Vernières, M. (Eds.), *État de savoirs sur le développement*. Karthala, Paris, pp. 43-74.
- IFEN, 1999. Les indicateurs de développement durable. *Méthodes et perspectives* 24.
- Illich, I., 1973. *La convivialité*. Éd. du Seuil, Paris.
- Jacquemot, P., Raffinot, M., 1985. *Accumulation et développement. Dix études sur les économies du tiers-monde*. L'Harmattan, Paris.
- Jevons, W.S., 1865. *The Coal Question. An Inquiry concerning the Progress of the Nation, and the Probable Exhaustion of our Coal-Mines*. Augustus, M. Kelley, New York.
- Jollivet, M., 1998. Éléments pour une réflexion interdisciplinaire sur le concept de développement durable. Un point de vue des sciences sociales. *Natures Sciences Sociétés* 6, 4, 50-52.
- Juan, S., 1999. Le social et les indicateurs de développement durable. In : *Les indicateurs de développement durable. Méthodes et perspectives. Études et travaux de l'IFEN* 24, 193-202.
- Keynes, J.M., 1930. Perspectives économiques pour nos petits enfants. In : *Essais sur la monnaie et l'économie*. Payot, Paris, pp. 127-141.
- Keynes, J.M., 1936. *Théorie générale, de l'emploi, de l'intérêt, et de la monnaie*. Paris, Payot.
- Larrère, C., Larrère, R., 1997. *Du bon usage de la nature*. Éd. de l'Aubier, Paris.
- Latouche, S., 1988. Contribution à l'histoire du concept de développement. In : Coquery-Vidrovitch, C., Hemery, D., Piel, J. (Eds.), *Pour une histoire du développement*. L'Harmattan, Paris, pp. 41-60.
- Latouche, S., 1994. Développement durable : un concept alibi. *Main invisible et mainmise sur la nature*. *Revue Tiers-monde* 35, 137, 77-94.
- Lauriola, V., 1997. Le développement durable de l'École de Londres : une approche « orwellienne » ? *Économies et Sociétés* 35, 4, 71-89.
- Lipietz, A., 1992. Sur la route de Rio : la conférence des ONG à Paris. *Écologie politique* 2, 13-22.
- Lovelock, J., 1986. *La Terre est un être vivant*. Éd. du Rocher, Paris.
- Malthus, T.R., 1803. *Essai sur le principe de population*. Flammarion, Paris.
- Marsh, G.P., 1864. *Man and Nature : or Physical Geography as Modified by Human Action*. Harvard University Press, Cambridge.
- Martinez-Alier, J., 1987. *Ecological Economics*. Basil Blackwell, Oxford.
- Marx, K., 1848. *Le manifeste communiste*. Gallimard, Paris.
- Marx, K., 1867. *Le capital*. Gallimard, Paris.

- Meadows, D.H., Meadows D.L., Jorgen, R., Behrens III, W.W., 1972. Halte à la croissance ? Fayard, Paris.
- Meadows D.H, Meadows D.L., Jorgen, R., 1992. Beyond the Limits. Global Collapse or a Sustainable Future. Earthscan, London.
- McNeill, J., 1989. Les stratégies de développement économique. Pour la science 145, 116-125.
- Mesarovic, M., Pestel, E., 1974. Stratégie pour demain. Seuil, Paris.
- Meyer, F., 1974. La surchauffe de la croissance. Fayard, Paris.
- Mill, J.S., 1848. Principes d'économie politique. Dalloz, Paris.
- Nash, R., 1973. Wilderness and the American Mind. Yale University Press, New Haven.
- Nordhaus, W.D., 1973. The Allocation of Energy Resources. Brookings Papers on Economic Activity 3, 529-576.
- Nordhaus, W.D., 1994. Reflections on the Concept of Sustainable Economic Growth. In : Pasinetti, L., Solow, R. (Eds.), Economics Growth and the Structure of Long-Term Development, Proceedings of the International Economic Association Conference held in Varenna. Macmillan, Italy, London, pp. 309-325.
- Norgaard, R., 1985. Environmental Economics. An Evolutionary Critique and a Plea for Pluralism. Journal of Environmental and Economic Management 12, 382-393.
- O'Connor, J., 1992. La seconde contradiction du capitalisme : causes et conséquences. In : L'écologie, ce matérialisme historique. Actuel Marx n°12, pp. 30-40.
- O'Connor, J., 1998. Is Sustainable Capitalism Possible. In : Natural Causes. Essays in Ecological Marxism. The Guilford Press, New-York, pp. 234-253.
- O'Connor, M., 1995. La réciprocité introuvable. L'utilitarisme de John Stuart Mill et la recherche d'une éthique de la durabilité. Économie appliquée 48, 2, 271-304.
- Pakdaman, N., 1988. Crise de l'économie du développement ? In : Coquery-Vidrovitch, C., Hemery, D., Piel, J. (Eds.), Pour une histoire du développement. L'Harmattan, Paris, pp. 207-230.
- Passet, R., 1996. L'économie et le vivant. Économica, Paris.
- Pearce, D., Barbier, E., Markandya, A., 1990. Sustainable Development. Economics and Environment in the Third World. Earthscan Publications, London.
- Pearce, D., Kerry Turner, R., 1990. Economics of Natural Resources and the Environment. Harvester Wheatsheaf, London.
- Perroux, F., 1991. L'économie du XX^e siècle. PUG, Grenoble.
- Pezzey, J., 1989. Economic Analysis of Sustainable Growth and Sustainable Development. Environment Department Working Paper n°15. World Bank, Washington DC.
- Ramade, F., 1981. Écologie des ressources naturelles. Masson, Paris.
- Raumolin, J., 1984. L'homme et la destruction des ressources naturelles : la Raubwirtschaft au tournant du siècle. Annales Économies Sociétés Civilisations 39, 6, 798-819.
- Ricardo, D., 1817. Principes de l'économie politique et de l'impôt. Flammarion, Paris, 1977.
- Rist, G., Sabelli F. (Eds.), 1986. Il était une fois le développement. Éd. d'en bas, Lausanne.
- Rist, G., 1996. Le développement. Histoire d'une croyance occidentale. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.
- Rostow, W.W., 1960. Les étapes de la croissance économique. Seuil, Paris, 1963.
- Rostow, W.W., 1988. Le développement : l'économie politique de la longue période marshalienne. In : Meier, G.M., Seers, D. (Eds.), Les pionniers du développement. Économica, Paris, pp. 249-285.
- Sachs, I., 1977. Vers une économie politique de l'environnement. In : Pour une économie politique du développement. Flammarion, Paris, pp. 288-303.
- Sachs, I., 1974. Environnement et styles de développement. Annales Économies Sociétés Civilisations 29, 3, 553-570.
- Sachs, I., 1977. Pour une économie politique du développement. Études de planification. Flammarion, Paris.

